

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE A MADAGASCAR

6 août 2009



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ROME



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

Le présent rapport a été établi par Jean Senahoun (FAO, chef d'équipe) et Koffi Akakpo (PAM) sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

*Henri Josserand
Chef, SMIAR, FAO
Télécopie : 0039-06-5705-4495
Mél: giew1@fao.org*

*Mustapha Darboe
Directeur régional, ODD, PAM
Télécopie: 0027-11-5171642
Mustapha.Darboe@wfp.org*

Veillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org <http://www.fao.org/giew1/> et <http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM>

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante : mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après :

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message :

unsubscribe SMIARAlertes-L

Veillez noter qu'il est maintenant possible de souscrire à des listes de distribution régionales pour recevoir les alertes spéciales et les rapports spéciaux de certaines régions uniquement : Afrique, Asie, Europe ou Amérique latine (SMIARAlertesAfrique-L, SMIARAlertesAsie-L, SMIARAlertesEurope-L et SMIARAlertesAL-L). Pour souscrire à ces listes, veuillez procéder de la même façon que pour la liste de distribution au niveau mondial.

TABLE DES MATIÈRES

Page

Faits saillants	4
1. <u>VUE D'ENSEMBLE</u>	4
2. <u>CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE</u>	6
2.1 Population et situation macro-économique	6
2.2 Secteur agricole et alimentaire et chocs climatiques.....	7
3. <u>PRODUCTION ALIMENTAIRE EN 2008/09</u>	8
3.1 Evolution de la production agricole au cours de ces dernières années	8
3.2 Estimation de la production de 2008/09	9
4. <u>MARCHES ET PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES</u>	12
4.1 Situation de référence.....	12
4.2 Situation actuelle.....	13
5. <u>BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE CÉRÉALES POUR 2009/2010</u>	16
5.1 Bilan national	16
5.2 Bilan céréalier de la province de Toliara au sud.....	17
6. <u>SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE</u>	18
6.1 Sources de revenu et moyens de subsistance des ménages	18
6.1.1 Les sources de revenu agricoles	19
6.1.2 Les sources de revenu non agricoles	20
6.2 La situation alimentaire et nutritionnelle au moment de la mission	20
6.3 Les perspectives de la période de soudure ne sont pas rassurantes	20
6.4 Principaux facteurs de l'insécurité alimentaire à Madagascar.....	20
6.5 La situation nutritionnelle	21
6.6 L'insécurité alimentaire chronique et transitoire	22
6.6.1 L'insécurité alimentaire chronique	22
6.6.2 L'insécurité alimentaire transitoire	23
6.7 Les interventions actuellement en cours	23
6.7.1 Le programme pays	23
6.7.2 Le programme d'intervention prolongée de secours et de redressement	23
6.8 Estimation des besoins en assistance alimentaire pendant la période de soudure 2009 par la mission.....	24
6.8.1 Bref aperçu sur les résultats de l'enquête auprès des ménages	24
6.8.2 Profil des ménages en insécurité alimentaire et stratégies de survie développées	25
7. <u>PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA MISSION DE TERRAIN DANS LE SUD DU PAYS</u>	25

Faits saillants

- Au niveau national, la campagne agricole 2008-09 a été marquée par une bonne pluviométrie dans les principales zones de production rizicole du pays, notamment au centre, au nord et à l'ouest. Malgré les dégâts humains et matériels considérables, l'impact des cyclones sur le secteur agricole était limité. En outre, les bonnes conditions climatiques ayant prévalu dans les principales zones rizicoles seront favorables à la culture de contre saison de riz qui démarrera en juillet-août.
- Par contre, la sécheresse qui a sévi au sud a fait baisser la production nationale de maïs, de patate douce et de manioc en raison de la contribution substantielle de la partie sud du pays à la production de ces cultures. Selon les prévisions de la Mission, la production de maïs de 2009 à Toliara (province sud du pays) pourrait chuter de moitié par rapport à l'année dernière; celle de patate douce et de manioc devrait baisser de 20 pour cent et 15 pour cent respectivement.
- Au niveau national, les besoins céréaliers totaux (y compris le manioc et la patate douce exprimés en équivalent céréalier) devraient dépasser les disponibilités totales de céréales d'environ 206 000 tonnes. Les importations céréalières commerciales de blé et de riz devraient normalement couvrir ce déficit attendu. Une forte incertitude pèse cependant sur les importations éventuelles en 2009/10 suite à l'annonce par le Gouvernement d'intentions d'importation de 150 000 tonnes de riz qui seraient vendues à prix modéré pendant la période de soudure. Cette annonce, faite sans concertation préalable avec la Plateforme de concertation et de pilotage de la filière riz risque de perturber la filière des importations commerciales. En effet, à moins que le Gouvernement n'adopte une position claire et nette à ce sujet, les importateurs pourraient jouer la carte de l'expectative, ce qui ne manquerait pas de causer des retards ou ruptures de stocks entraînant une flambée des prix pendant la période de soudure à partir de septembre/octobre. Ce cas de figure serait comparable à la chronologie des événements ayant conduit à la crise alimentaire de 2004-05.
- La situation des approvisionnements alimentaires, plutôt adéquate au niveau national, ne doit pas occulter le déficit céréalier et la situation alimentaire précaire dans l'essentiel de la zone sud couverte par le projet SAP et dont l'économie alimentaire dépend dans une large mesure du maïs, du manioc et de la patate douce. En raison de l'insuffisance de la pluviométrie et de la baisse de production observée ces dernières années, les prix des denrées alimentaires ont augmenté considérablement dans cette partie du pays. Les prix des principales céréales et tubercules avaient augmenté entre 100 pour cent et 400 pour cent entre mars 2008 et mars 2009 avant d'amorcer une baisse en mai. Parallèlement, la détérioration de l'état du cheptel dû au manque de pâturages ainsi que les ventes de détresse y ont fait chuter le prix des animaux, faisant plonger les termes de l'échange pour les agropasteurs. Les ménages y font face à un manque sérieux d'accès à la nourriture et à un déficit prononcé en semences après plusieurs années consécutives de sécheresse et de mauvaise récolte.
- Selon les estimations du SAP, 44 communes du Sud sont désormais exposées à une extrême vulnérabilité alimentaire et ont besoin d'aide alimentaire et de semences pendant la période de soudure.

1. VUE D'ENSEMBLE

De par sa position géographique, Madagascar subit, chaque année, sans exception, les effets des cataclysmes naturels qui affectent régulièrement différentes régions du pays et la situation alimentaire de différentes couches de la population. Il s'agit notamment de la sécheresse, des cyclones et des inondations. Et comme par le passé, le pays a été frappé en 2008-09 par:

- une série de cyclones sur la côte est avec des dégâts considérables sur les infrastructures et les cultures;
- une sécheresse dans la partie sud du pays dont les populations qui font partie des plus pauvres du pays ont déjà été fragilisées par plusieurs années de sécheresse et sont très vulnérables à tout nouveau choc.

En plus de ces chocs climatiques, la crise politique actuelle et la crise économique internationale ont des répercussions énormes sur les finances publiques, les exportations, le tourisme, le chômage, la monnaie nationale et perturbent le fonctionnement de certaines filières agricoles.

C'est dans ce contexte qu'une évaluation conjointe de la situation alimentaire du pays a été organisée par le PAM et la FAO. L'évaluation qui a mis l'accent sur la situation alimentaire et les perspectives au sud de l'île s'est déroulée en deux phases importantes. Premièrement, une équipe conjointe FAO/PAM a visité le pays du 22 mai au 7 juin 2009. Cette mission a eu des réunions dans la capitale Antananarivo, a formé les enquêteurs pour l'enquête de ménages qui a couvert en plus de la zone sud, certains districts de l'est et des grandes zones de production rizicole au nord et au centre (deuxième phase) et visité la partie sud du pays

qui fait face à des problèmes sérieux d'insécurité alimentaire suite à plusieurs années de sécheresse. A Antananarivo, les réunions et séances d'information avec divers organismes gouvernementaux et internationaux ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales (ONG) locales et internationales ont permis d'évaluer la situation générale des approvisionnements alimentaires dans le pays et de recueillir des rapports et des statistiques utiles. La mission s'est ensuite rendue dans les régions d'Ambovombe, et Amboasary au Sud du pays où, sur le terrain, les discussions ont eu lieu avec le personnel des organismes nationaux et régionaux, les techniciens de terrain, les agriculteurs, les négociants ainsi que les chefs des communautés. La mission s'est rendue dans les champs afin d'évaluer les dégâts sur les cultures et sur les marchés pour vérifier la disponibilité et les prix des produits agricoles. La mission a travaillé en étroite collaboration avec le Système d'Alerte Précoce (SAP).

Deuxièmement, des équipes d'enquêteurs ont interviewé des informateurs-clés, des groupes de discussions et un échantillon de ménages dans les régions rizicoles du centre et du nord (Lac Aloatra, Vakinankaratra, Boeny), les régions de l'Est touchées par le cyclone (Atsinanana) ainsi que les régions du sud ayant souffert de la sécheresse (Androy, Anosy, Atsimo Andrefana). Ces interviews ont couvert aussi bien la production alimentaire, les marchés que les revenus, la situation alimentaire et les perspectives de récolte. Cette phase de l'évaluation s'est déroulée du 1^{er} au 25 juin 2009.

Ces différentes informations et données collectées ont permis d'apprécier l'état des disponibilités au niveau national ainsi que celui de la situation alimentaire au sud du pays.

La production présente une situation assez contrastée. Au niveau national, la campagne agricole 2008-09 a été marquée par une bonne pluviométrie dans les principales zones de production du pays, notamment au centre, au nord et à l'ouest. Malgré les dégâts humains et matériels considérables, l'impact des cyclones sur le secteur agricole était limité. En outre, les bonnes conditions climatiques ayant prévalu entre octobre 2008 et avril 2009 dans les principales zones rizicoles seront favorables à la culture de contre saison de riz qui démarrera en juillet-août. Même si la situation politique actuelle ne permet pas la poursuite des interventions gouvernementales de l'année dernière, une production substantielle de contre saison est attendue. La Mission estime la production de paddy à environ 4,2 millions de tonnes, ce qui représente une augmentation de près de 8 pour cent par rapport à la bonne production de l'année dernière. Par contre, la sécheresse qui a sévi au sud a fait baisser la production nationale de maïs, de patate douce et de manioc en raison de la contribution substantielle de la partie sud du pays à la production de ces cultures. Ces dernières années la contribution de la province de Toliara à la production nationale était d'environ 30 pourcent et 20 pourcent pour le maïs et la patate douce respectivement. Selon les prévisions de la Mission, la production de maïs de 2009 de Toliara devrait chuter de moitié par rapport à l'année dernière; celle de patate douce et de manioc devrait connaître une baisse de 20 pour cent et 15 pour cent respectivement.

Au niveau national, les besoins céréaliers totaux (y compris le manioc et la patate douce exprimés en équivalent céréalier) devraient dépasser les disponibilités totales de céréales d'environ 206 000 tonnes. Les importations cérésières commerciales de blé et de riz devraient normalement couvrir ce déficit attendu s'il n'y a pas de dysfonctionnement majeur au sein du système commercial. Une forte incertitude pèse cependant sur les importations éventuelles en 2009/2010 suite à l'annonce par le Gouvernement d'intentions d'importation de 150 000 tonnes de riz qui seraient vendues à prix modéré pendant la période de soudure. Cette annonce, faite sans concertation préalable avec la Plateforme de concertation et de pilotage de la filière riz risque de perturber la filière des importations commerciales. En effet, à moins que le Gouvernement n'adopte une position claire et nette à ce sujet, les importateurs pourraient jouer la carte de l'expectative, ce qui ne manquerait pas de causer des retards ou ruptures de stocks entraînant une flambée des prix pendant la période de soudure à partir de septembre/octobre. Cette situation rappelle la chronologie des événements ayant conduit à la crise alimentaire de 2004-05.

Par contre, la province de Toliara au sud du pays présente un bilan dégageant un excédent d'environ 8 000 tonnes, dû notamment à une production de riz adéquate dans les principales zones de production, situées dans les districts de Menabe et de Atsimo Andrefana. Cependant en raison de la diversité des systèmes de production dans cette province, ce bilan masque le déficit céréalier et la situation précaire d'accès à la nourriture dans l'essentiel de la zone sud couverte par le projet SAP et dont l'économie alimentaire dépend dans une large mesure du maïs, du manioc et de la patate douce. Après plusieurs années consécutives de sécheresse et de mauvaise récolte, il y a un déficit de semences et un manque sérieux d'accès à la nourriture au niveau de la plupart des ménages de la zone affectée du sud.

Selon les estimations du SAP, les populations de 44 communes du Sud sont désormais exposées à une extrême vulnérabilité alimentaire¹. En outre, les enquêtes menées par l'Office National de Nutrition (ONN) et l'UNICEF dans 3 communes de la région d'Anosy et dans 2 communes de la région d'Androy entre Mars et Avril 2009 montrent une prévalence de la malnutrition aiguë globale de 14,5 pour cent et de 10,9 pour cent respectivement à Anosy et Androy. Quant à la malnutrition aiguë sévère, elle toucherait environ 3 pour cent des enfants dans les districts enquêtés à Anosy contre 1,5 pour cent dans les districts enquêtés à Androy.

En plus de l'assistance alimentaire ciblée aux populations les plus vulnérables, la distribution ciblée de semences est recommandée pour permettre aux ménages affectés d'entamer dès septembre 2009 la nouvelle campagne agricole dans de meilleures conditions.

2. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE²

2.1 Population et situation macro-économique

La population de Madagascar croît à un rythme annuel de 2,8 pour cent et atteindra 19,6 millions d'habitants en 2009 selon les estimations des Nations Unies. Il s'agit d'une population jeune (44 pour cent de la population avait moins de 15 ans en 2005) et surtout rurale (les villes concentrent seulement 29 pour cent de la population en 2005). La densité de population de 32 personnes au km² est relativement faible. Cependant, avec une répartition inégale sur le territoire, certaines zones étant pratiquement vides et d'autres au contraire connaissant des phénomènes de saturation foncière. En outre, malgré la faible densité de la population, l'écologie de l'île, fragile, est exacerbée par des années de déforestation qui ont provoqué une grave érosion du sol. Moins de 25 pour cent du territoire est aujourd'hui occupé par la forêt sur une île jadis entièrement boisée. La province de Toliary au Sud du pays représente environ 14 pour cent de la population nationale.

Les réformes économiques lancées récemment à Madagascar ont eu des retombées favorables. Le pays a connu une croissance soutenue du PIB réelle depuis la fin des années 1990, à l'exception de 2002 quand l'activité économique a été gravement affectée par les troubles politiques causés par l'élection présidentielle de 2001. La croissance moyenne du PIB réel entre 2003 et 2008 était supérieure à 6 pour cent. Ce redressement économique est imputable surtout à une meilleure performance du secteur agricole, l'expansion du tourisme, la performance de la zone franche d'Antananarivo spécialisée dans l'industrie textile ainsi que le flux de nouveaux investissements dans les secteurs miniers et pétroliers.

Cependant, les perspectives économiques sont sombres cette année en raison de la crise économique internationale et de la crise politique actuelle qui perturbent le fonctionnement de l'économie. Ensemble, ces deux chocs ont considérablement réduit les transferts d'argent des migrants, l'aide au développement ainsi que les exportations des zones franches entraînant des licenciements de milliers d'employés. Le tourisme a connu une chute drastique; l'Ariary, la monnaie nationale s'est dépréciée de plus de 20 pour cent et le fonctionnement de certaines filières agricoles est sérieusement perturbé.

D'après la banque Mondiale³, bien qu'il soit difficile d'estimer l'impact de la crise politique sur la croissance économique du pays, dans un contexte de crise financière mondiale, les estimations préliminaires avant l'émergence de la crise politique prévoient une croissance négative pour le pays en 2009. Plusieurs opérateurs dans le secteur privé seraient déjà affectés par la faible demande de leurs produits et de leurs services, ce qui combinée avec la crise politique pourraient engendrer une diminution de 70 pour cent de la production du secteur des hôtels et de la restauration. De récentes évaluations à Antananarivo, révèlent qu'environ 48 entreprises employant 35 000 personnes ont suspendu leurs activités durant le mois de février. D'autres entreprises ont réduit leur personnel ou mis en chômage technique notamment dans les secteurs du tourisme et de l'exportation. Deux industries textiles ont fermé avec à la clé 800 pertes d'emploi

¹ Ces estimations seront affinées à partir de l'analyse des données primaires collectées auprès des ménages afin de déterminer avec précision le nombre de personnes ayant besoin d'assistance.

² Nombre d'informations contenues dans cette section sont tirées des publications suivantes:

1. The Economic Intelligence Unit (2009).
2. République de Madagascar, MAEP(2008): Programme sectoriel agricole.
3. FAO (2008): Proposition de politiques et d'outils de gestion des risques agricoles et climatiques pour le madagascar action plan (map).
4. Razafiarisoa, Berthine (2009): Evaluation qualitative de la sécurité alimentaire à Madagascar. Document préparé pour Care, CRS, FAO, PAM, ADRA.
5. World Bank (2009): Madagascar economic and political update:

³ World Bank (April 2009): Madagascar economic and political update

au cours du premier trimestre 2009. Le rapport craint notamment une augmentation du chômage avec une concentration en milieu urbain comme en 2002 où le PIB avait chuté de l'ordre de 13 pour cent et entraîné des tensions sociales et politiques. De plus la cessation des activités du groupe agro alimentaire TIKO dans les principales zones de production de céréales dans le LAC ALAOTRA et le VAKINANKARATRA pourrait entraîner des difficultés de commercialisation et la perte de revenu pour les producteurs.

La croissance économique remarquable des dernières années a eu un impact limité sur la pauvreté qui reste endémique touchant 67,5 pour cent de la population en 2005 avec une féminisation et une urbanisation accrue. Madagascar est placé au 143^{ème} rang sur 177 pays en 2008 par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) avec un Indice de développement humain (IDH) de 0,533.

2.2 Secteur agricole et alimentaire et chocs climatiques

La place de l'agriculture dans l'économie nationale est prépondérante. La population active est très majoritairement agricole (82 pour cent en 2004) et il y a très peu d'emplois salariés. La structure du PIB est restée quasi inchangée depuis plusieurs années: le secteur agricole représente en moyenne 28 pour cent du PIB du pays, l'industrie 16 pour cent et les services 56 pour cent. La filière riz qui constitue la première activité économique de Madagascar en termes de volume, y occupe une première place avec en 2000 43 pour cent du PIB agricole et 12 pour cent du PIB national. Environ 2 000 000 de ménages (87 pour cent) pratiquent la riziculture irriguée sur quelque 1 200 000 ha (60 pour cent).

Madagascar est dotée d'un climat tropical le long des côtes, tempéré sur les hauts plateaux et aride au sud. Le pays est particulièrement vulnérable aux risques climatiques saisonniers. De par sa position géographique, il subit, chaque année, sans exception, les effets des cataclysmes naturels tels que la sécheresse dans le sud et les cyclones et les inondations dans le reste de l'île. La saison cyclonique à Madagascar dure de décembre à avril. On estime que le pays, entre 1970 et 2004 a été frappé par 29 cyclones, 6 périodes de grandes sécheresses, 3 importantes inondations, et de sévères invasions acridiennes, causant des dommages d'approximativement 1,75 milliards de dollar. Selon les études de la Banque mondiale, 11 millions de personnes auraient été affectées sur 30 ans, soit 400 000 personnes en moyenne par an. Ces perturbations deviennent de plus en plus fréquentes et intenses et génèrent des impacts importants notamment en matière de pertes de vie humaine, de diminution de production agricole et animale, de destruction des infrastructures, de dégradation des ressources naturelles (eaux, sols et forêts) et d'érosion côtière, rendant ainsi précaires la sécurité alimentaire, l'alimentation en eau potable et l'irrigation, la santé publique et la gestion de l'environnement et du mode de vie.

Ces impacts mettent la population malgache et ses activités de développement en situation de vulnérabilité croissante. Les chocs climatiques ont ainsi des impacts socio-économiques très lourds, les couches les plus pauvres de la population, les moins bien équipées pour y faire face, étant les plus exposées et leurs capacités à faire face aux chocs s'érodent d'années en année.

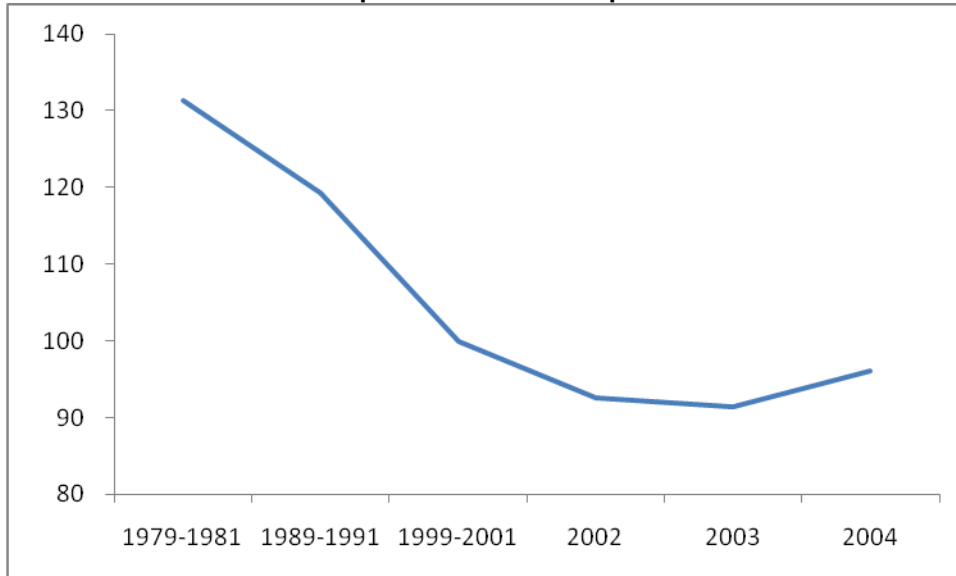
La partie sud du pays (couvrant environ 104 communes des régions d'Anosy, Androy et Sud-Ouest) fait face depuis plusieurs années à des sécheresses répétées qui ont sérieusement réduit les disponibilités alimentaires et l'accès aux aliments avec un impact important sur la situation nutritionnelle de plusieurs segments de la population. Sur les cinq dernières années, seule 2006-07 a été marquée par une pluviométrie suffisante et un développement normal des cultures. La succession de sécheresse s'est traduite par une décapitalisation poussée des ménages avec la liquidation des animaux et d'autres avoirs.

L'indice de production agricole par habitant, n'avait cessé de diminuer, passant d'un niveau élevé d'environ 131 entre 1979 et 1981 à 91 en 2003 avant de remonter légèrement à 96 en 2004. Le pays est passé d'exportateur net de riz dans les années 60 à importateur net depuis 1971.

Ce n'est pas le manque de terres cultivables qui limite la production agricole. En réalité, moins de 10 pour cent des 33 millions d'hectares de terres potentiellement arables de l'île sont cultivées. Le manque d'infrastructure de base (routes pour le transport, services de crédit et de commercialisation, services de vulgarisation, etc.) et la quasi-absence de progrès technologiques dans les variétés culturales et le matériel et les outils agricoles ont maintenu le développement agricole à un niveau de subsistance ou de semi-subsistance. En général, l'irrigation est pratiquée à grande échelle si l'on considère les superficies totales irriguées, mais elle se fait principalement en déviant ou en élargissant les cours d'eau naturels pour inonder les rizières. Le pays a cruellement besoin d'infrastructures et de techniques d'irrigation plus efficaces afin d'accroître la productivité des rizières. Les principales cultures vivrières sont le riz (qui représente environ 60 pour cent des superficies totales cultivées et environ 80 pour cent des surfaces irriguées), le maïs, le manioc, la patate douce et l'arachide. Les cultures de rapport sont le café, la vanille, le clou de girofle, la canne à sucre, le coton, le cacao et le sisal.

Les exportations de produits agricoles représentent environ 29 pour cent des exportations totales (399 millions de dollars en 2004), et les principales cultures d'exportation sont la vanille (54 pour cent) et les clous de girofle (12 pour cent) (estimations de 2004). Les importations de produits agricoles constituent environ 10 pour cent des importations totales (843 millions de dollars). Le commerce des produits agricoles est important pour le pays qui bénéficie généralement d'un excédent commercial pour les produits agricoles alors que le déficit commercial total atteint environ 111 pour cent des exportations totales (estimations de 2004).

Figure 1: évolution de l'indice de production vivrière par habitant entre 1979-81 et 2004



Source: FAOSTAT

Au niveau national, les marchés sont faiblement intégrés, principalement en raison de la faiblesse des infrastructures de transport. Madagascar a un réseau routier très vétuste et de nombreuses villes et communautés du Sud et du Nord sont isolées, faute de routes. Certaines grandes villes, comme Bekily et Ampanihy dans la province de Toliary au Sud, ne sont desservies que par des chars à bœufs qui, souvent, doivent traverser des cours d'eau et autres obstacles naturels. Les pistes menant au haut plateau central où se trouve la capitale Antananarivo ne relient pas toutes le nord et le sud du pays. Lorsque les routes existent, elles sont en piteux état. Leur entretien est également très coûteux en raison des dégâts continus causés par les phénomènes climatiques tels que les cyclones et les tempêtes tropicales. La plupart des grandes infrastructures telles que la voie ferrée (une seule ligne de 1095 km) et les ports, sont également en mauvais état.

3. PRODUCTION ALIMENTAIRE EN 2008/09

3.1 Evolution de la production agricole au cours de ces dernières années

La production agricole à Madagascar dépend fortement des nombreux facteurs naturels le plus souvent climatiques, notamment les cyclones, inondations, sécheresses et invasions d'insectes et de criquets pèlerins. L'effet combiné de ces facteurs au cours des années se reflète dans les variations de production des différentes cultures, notamment le riz paddy, de loin la culture la plus importante du pays.

Le système de prévision des productions présente un certain nombre de faiblesses. Les données de superficies sont estimées à partir d'un recensement agricole effectué en principe tous les 10 ans. Le dernier recensement a été effectué pendant la campagne agricole 2004-2005. Les estimations des superficies pendant les années sans recensement s'effectuent de manière qualitative par les agents des statistiques agricoles à partir d'une estimation de l'évolution des surfaces par rapport à l'année de recensement. Pour ce qui concerne les rendements, les estimations se font à l'aide du carré de rendement (1 m²) au champ. Le nombre de carrés de rendement est variable d'une année à l'autre et dépend des moyens disponibles. Souvent les estimations de rendement se limitent à la culture de riz sur les grands périmètres rizicoles. Par conséquent une incertitude importante entoure les chiffres de production, notamment des autres cultures. La montée de l'information devrait s'effectuer à partir des unités de statistique de chacune des 22 régions. La mission a noté lors de son passage à Ambovobe par exemple que l'unité statistique n'avait aucun agent en poste.

Le Service des Statistiques Agricoles du Ministère de l'Agriculture a mis à la disposition de la Mission ses estimations de superficie (de 2005 à 2007) et de production (de 2005 à 2008) (tableau 1). Les estimations fournies pour 2008 incluent une production de riz de contre saison d'environ 300 000 tonnes produites sur 100 000 hectares. En effet, le pays a entamé en 2008 un vaste programme de promotion agricole dans le cadre du «Madagascar Action Plan» ou MAP 2007-2012, qui définit la feuille de route et les priorités de développement du pays. L'objectif de cette révolution verte était d'obtenir une forte augmentation des rendements et de la production en un laps de temps relativement court. Diverses mesures ont été prises par le gouvernement en 2008 pour accroître la production et limiter l'impact des cours élevés des produits de base sur la situation alimentaire du pays. Ces actions portaient surtout sur le soutien à la production de riz de contre saison à travers une campagne de sensibilisation à travers le pays ainsi que la subvention des intrants.

Tableau 1: évolution de la superficie et de la production des principales cultures vivrières

	2005		2006		2007		2008	
	Sup. (ha)	Prod. (tonnes)	Sup. (ha)	Prod. (tonnes)	Sup. (ha)	Prod. (tonnes)	Sup. (ha)	Prod. (tonnes)
Paddy	1 250 092	3 392 460	1 291 000	3 485 000	1 302 600	3 595 760		3 914 168
Maïs	252 838	390 902	330 000	373 300	333 000	403 160		435 408
Manioc	388 779	2 963 945	310 370	2 358 780	313 200	2 573 550		2 807 880
Patate douce	123 913	878 539	122 400	869 000	123 500	643 600		476 710

Source: Service des statistiques agricoles (MAEP)

3.2 Estimation de la production de 2008/09

Principaux facteurs ayant affecté la production

La campagne agricole 2008/09 a été marquée par une bonne pluviométrie dans les principales zones de production rizicole du pays, notamment au centre et à l'ouest. Cependant aussi bien les superficies que les rendements des cultures étaient affectés par:

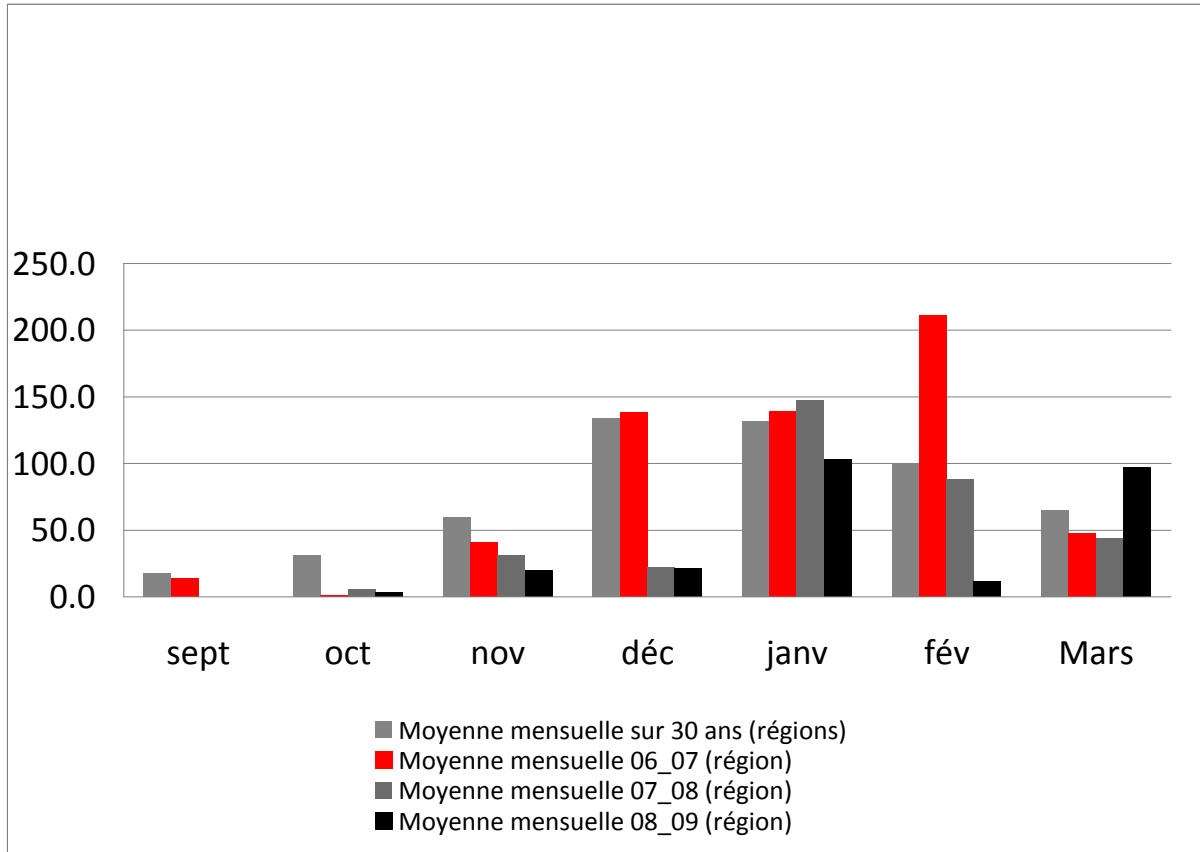
- une série de cyclones sur la côte Est avec des dégâts considérables sur les infrastructures et les cultures;
- une sécheresse dans la partie sud du pays suivie par une infestation de chenilles défoliatrices qui ont conduit à des pertes importantes de récolte.

Les cyclones: La saison cyclonique dure de décembre à avril. Au cours de la dernière saison, Madagascar a été frappée par 3 cyclones ou tempêtes tropicales: Eric qui a balayé la côte Est le 18 janvier 2009, Fanele qui s'est abattu sur la côte ouest deux jours plus tard. Et enfin, la forte tempête tropicale JADE qui a frappé Antalaha le 06 avril 2009, a longé une grande partie de la côte Est pour ressortir en mer au sud de Brickaville. Selon le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes (BNGRC)⁴, en plus des dégâts matériels et humains considérables, le passage des cyclones a causé l'inondation de 41 145 hectares de rizières dans la région de Vatovavy Fitovinany.

La sécheresse et les chenilles défoliatrices au sud: La partie sud du pays (couvrant environ 91 communes des régions d'Anosy, Androy et Sud-Ouest) fait face depuis plusieurs années à des sécheresses répétées qui ont sérieusement réduit les disponibilités alimentaires et l'accès aux aliments avec un impact important sur la situation nutritionnelle de plusieurs segments de la population. Sur les cinq dernières années, seule 2006-07 a été marquée par une pluviométrie suffisante et un développement normal des cultures (figure 2).

⁴ BNGRC, 2009 Evaluation des actions de secours après le passage des cyclones Izilda et Jade, situation en en date du 26 mai 2009.

Figure 2: Précipitations moyennes enregistrées sur les stations pluviométriques du SAP et du CNA (en mm)



CNA = Centre national de lutte anti-acridien.
Source: SAP

La campagne 2008-09 est caractérisée par une pluviométrie très insuffisante et mal répartie:

- Les pluies ont particulièrement manqué pendant la saison principale (septembre-mars). La quantité de pluies tombée entre septembre 2008 et février 2009 représentait moins du tiers de la moyenne à Ambovombe (voir figure 2), le district le plus affecté. A Ampanhy, autre district très affecté, la quantité de pluies tombée faisait moins de 50 pour cent de la moyenne. La conséquence a été une succession de resemis et un échec de la moisson principale (notamment de maïs, sorgho, niébé) du mois d'avril et une prolongation de la période de soudure.

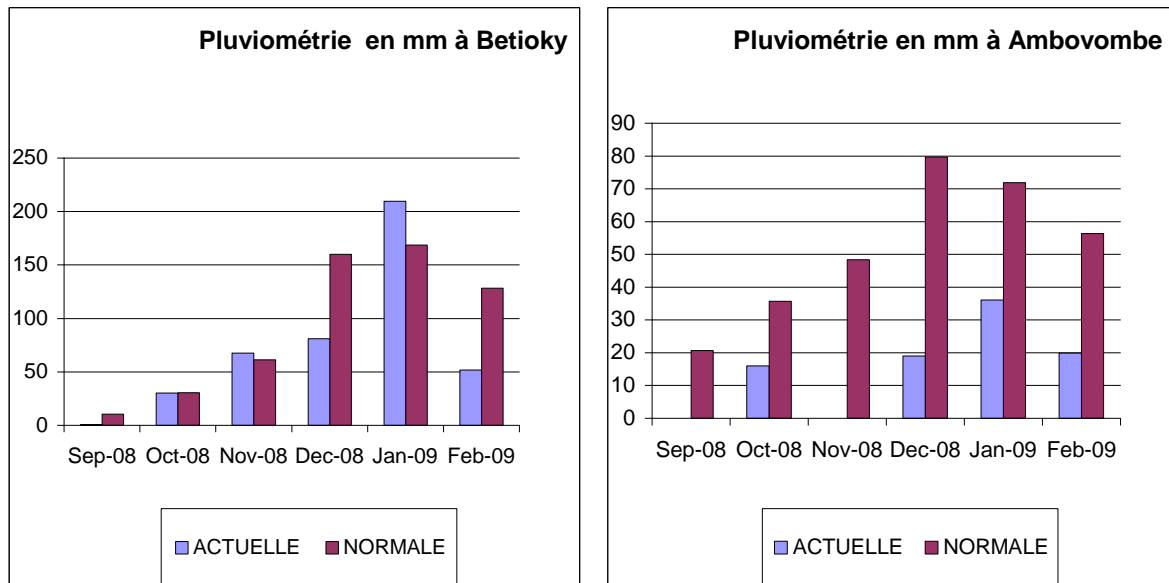
- En février et mars, le passage des tempêtes et cyclones tropicaux a entraîné des pluies satisfaisantes à travers la zone avec des précipitations supérieures à la moyenne dans la plupart des régions à partir de mars. Lors du passage de la Mission, la plupart des cultures de maïs et de sorgho semées pendant cette période étaient déjà récoltées et étaient en train d'être consommées par les ménages.

- La contre saison (de maïs, manioc et patate douce) qui a démarré en avril a également été marquée par des pluies satisfaisantes jusqu'au passage de la mission à la fin mai. Cependant les récoltes risquent d'être très limitées pour plusieurs raisons: premièrement l'absence de pluies pendant la grande saison a considérablement limité la production de boutures de patate douce pour la contre-saison, ce qui va réduire les superficies plantées. Deuxièmement une infestation de chenilles défoliatrices fait des dégâts considérables à travers la zone, notamment dans la zone sédimentaire sud de la région d'Androy. La mission a observé les dégâts causés par les chenilles dans la plupart des champs de maïs et de patate douce visités à Ambovombe. Bien que les infestations de chenilles soient fréquentes dans la zone, l'ampleur de l'infestation et des dégâts est beaucoup plus élevée et préoccupante cette année en raison de la longue sécheresse qui a précédé⁵. Troisièmement, les difficultés alimentaires et le manque de bouture obligent les producteurs à récolter leur manioc et patate douce plus tôt que d'habitude. Par conséquent

⁵ Il n'y a presque pas d'infestations de chenilles et d'insectes dans la région d'Anosy et avec les bonnes pluies reçues depuis mars, les perspectives de récolte pour la patate douce sont bonnes. Cependant les cultures de sorgho et de maïs semés en mars ont également été attaqués et il n'y a eu qu'environ 30-40 pour cent de floraison.

aussi bien les superficies que les rendements de patate douce et de maïs de la contre-saison seront limités avec pour conséquence une production et une disponibilité réduites.

Figure 3: pluviométrie de la campagne 2008-09 comparée à la normale



Source: SAP

Production de 2008/09

En résumé, la campagne principale de 2008-09 a été marquée par des conditions agro-climatiques exceptionnelles dans les principales zones de production rizicole du centre et du nord combinées à une longue sécheresse ainsi que des attaques de chenilles défoliatrices dans le sud. Malgré les dégâts humains matériels considérables, l'impact des cyclones sur le secteur agricole était limité. En outre, les bonnes conditions climatiques ayant prévalu entre octobre 2008 et avril 2009 dans les principales zones rizicoles seront favorables à la culture de contre saison de riz qui démarrera en juillet-août. Même si la situation politique actuelle ne permet pas la poursuite des interventions gouvernementales de l'année dernière, une production substantielle de contre saison est attendue.

Concernant le riz, les estimations de la mission sont basées sur les deux hypothèses d'une augmentation de 10 pour cent de la production de paddy de la grande saison et d'une contre saison d'environ 200 000 tonnes, ce qui devrait donner une production de paddy d'environ 4,200 million de tonnes pour 2009. Par contre les productions de maïs et de patate douce devraient baisser au niveau national eu égard à la contribution importante des régions du sud dans la production de ces cultures qui ont enregistré des déficits. Ces dernières années la contribution de la province de Toliara à la production nationale était d'environ 30 pourcent et 20 pourcent pour le maïs et la patate douce respectivement. Selon les prévisions de la Mission la production de maïs de 2009 de Toliara devrait chuter de moitié par rapport à l'année dernière; celle de patate douce devrait connaître une baisse de 15 pour cent.

Tableau 2: prévisions de récolte es principales cultures vivrières (million de tonnes)

	Paddy	Maïs	Patate douce	Manioc
Madagascar	4 200	370	405	2 700
Province de Toliara (Sud)	340	65	80	716

Source: estimations de la Mission

4. MARCHES ET PRIX DES DENREES ALIMENTAIRES

4.1 Situation de référence⁶

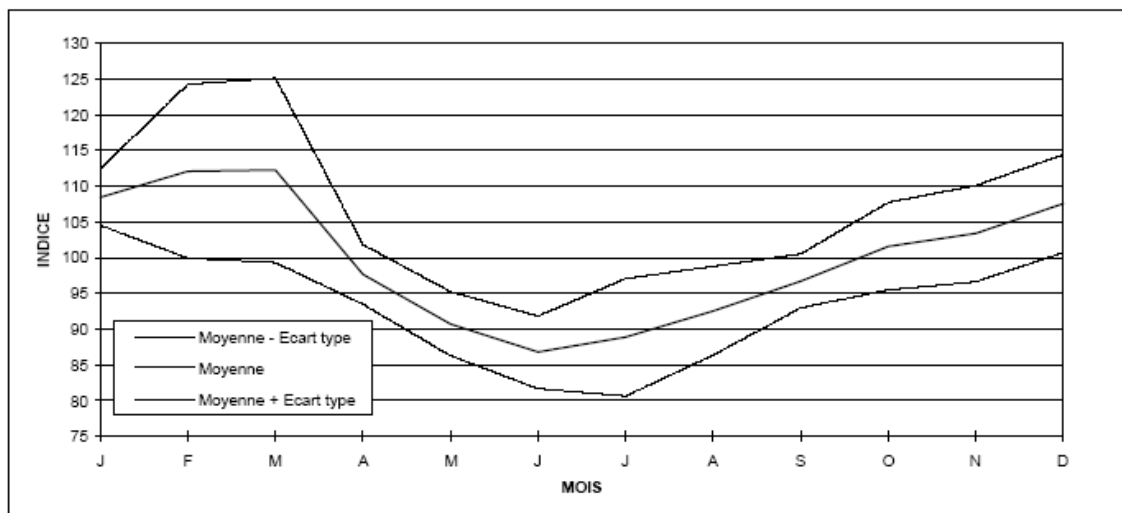
Les principaux produits vivriers sont: le riz (qui occupe les 2/3 des surfaces cultivées agricoles), le manioc (premier produit de substitution du riz en période de soudure et aliment de base dans le sud), le maïs, la patate douce, la pomme de terre, le haricot, l'arachide et l'huile végétale. Le riz constitue l'aliment de base des Malgaches. La consommation est classée parmi les plus élevées au monde avec en moyenne 113 kg/tête/an selon l'INSTAT⁷ et compte pour plus de 50 pour cent des calories consommées. Le manioc contribue en moyenne à environ 15 pour cent des calories. De plus, le manioc, les autres tubercules et les légumineuses, plus particulièrement les haricots, jouent un rôle clé en garantissant un repas équilibré.

Entre 70 et 80 pour cent de la production annuel de riz sont récoltés entre fin avril et fin juin et seule cette récolte principale génère un surplus qui devra être stocké, pour être consommé petit à petit à partir du mois d'août et jusqu'au mois de mars. Par conséquent, les prix les plus élevés sont observés en février-mars et les prix les plus bas en juin-juillet (voir figure 4).

Le prix du riz blanc est très bien corrélé au prix de parité d'importation pour deux raisons importantes: premièrement, à peine 25 à 30 pour cent de la production est commercialisée et le pays a importé ces dernières années entre 100 000 et 200 000 tonnes de riz par an. Ce riz importé n'est commercialisé à des volumes importants que pendant la période de soudure, c'est-à-dire moins de la moitié de l'année, et représente durant cette période la majeure partie du riz commercialisé, surtout dans les grandes villes. En temps normal, après un plus bas prix saisonnier à la fin juin, les prix du riz blanc local remontent régulièrement pour venir au niveau du prix de parité financière d'importation durant la pleine période de soudure, jusqu'à fin février. Ils commencent ensuite à baisser avec le début de la période de récolte principale.

En moyenne, le différentiel du prix du riz entre la récolte et la soudure est de l'ordre de 20-30 pour cent. Les prix des autres produits vivriers de substitution (manioc, maïs, autres plantes à tubercules) suivent à peu près ce même rythme.

Figure 4: Indice de prix saisonnier du riz ordinaire à Antananarivo (1987-1996)



Source B. Minten (1997) reproduit par Jenn-Treyer (2008).

En 2004-05 le pays a été affecté par une grave crise alimentaire résultant de plusieurs facteurs: a) le passage sur l'île de deux cyclones, Elita et Gafilo, début février et début mars 2004 ce qui a sérieusement

⁶ Ce paragraphe tire des informations et extraits des documents suivants:

- *Katholieke Universiteit Leuven (2006):* Madagascar: Profil des marchés pour les évaluations d'urgence de la sécurité alimentaire, document du projet projet SENAC, WFP, European Commission
- *Jenn-Treyer, O. (2008)* La filière riz malgache face à la hausse des prix internationaux: Situation actuelle, perspectives et actions envisageables, document de réflexion du *Secrétariat Multi-Bailleurs*

⁷ La consommation apparente moyenne par tête es de 117 kg ces dernières années selon les données de la FAO

affecté la production et entraîné l'utilisation des stocks dans le cadre des opérations d'urgence; b) la dépréciation de la monnaie locale, qui a perdu 48 pour cent de sa valeur entre décembre 2003 et juin 2004; c) la hausse importante du prix du riz sur le marché international; d) les interventions du Gouvernement et le disfonctionnement du marché que cela a causé. Tous ces facteurs réunis ont entraîné une pénurie en riz et la flambée des prix sur le marché national. Suite à cette crise, le marché du riz a été entièrement libéralisé et deux outils importants de gestion de la filière ont été mis en place: l'Observatoire du riz et la Plateforme de Concertation et de Pilotage de la filière Riz (PCPRIZ). L'Observatoire du Riz est doté de deux missions principales: animer un système d'information de marché, et produire des analyses hebdomadaires du marché pour aider l'ensemble des acteurs de la filière à prendre leurs décisions. La PCPRIZ devrait favoriser les échanges d'informations entre les producteurs, les négociants et l'Etat, orienter les actions nécessaires en vue de développer la filière et éviter les crises.

Au niveau local, les marchés fonctionnent bien et sont assez bien intégrés; cependant, plus on s'éloigne du niveau local plus cette intégration est faible. L'intégration est garantie dans le rayon d'action des petits commerçants informels où les paysans peuvent connaître les prix locaux. Souvent, le prix à courte distance est relativement homogène.

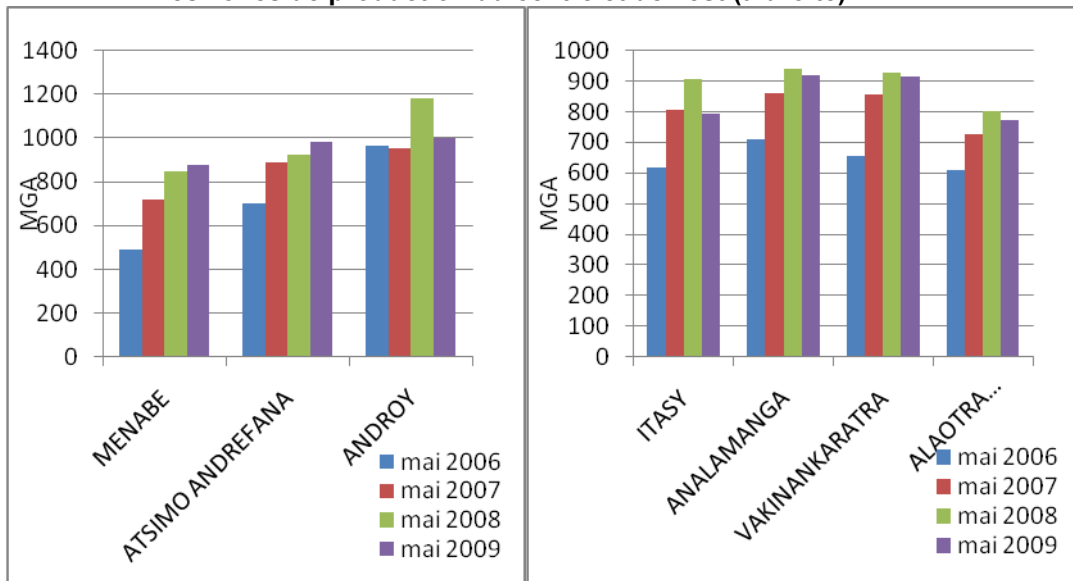
Au niveau national, les marchés sont faiblement intégrés, principalement en raison des facteurs suivants: a) faibles infrastructures de transport; b) perception de risque des acteurs; c) coûts de transaction élevés; d) faible qualité des informations. Pour la plupart des produits, il n'existe que des flux saisonniers pendant la campagne de commercialisation et il n'y a guère de transactions de vente pendant le reste de l'année. Le marché du riz est typiquement le mieux intégré, car le prix est déterminé par le prix à l'importation (qui sert de prix de référence). Les fluctuations au niveau de l'importation sont transmises à travers le prix de gros dans les points de vente/distribution. Par contre, pour les racines et tubercules, on observe plutôt une intégration locale en fonction de l'offre et de la demande (et, dans une moindre mesure, au niveau national).

4.2 Situation actuelle

Au niveau national

Le cours du riz suit la tendance normale avec les prix qui sont à la baisse depuis mars 2009. En mai 2009, le prix moyen (au niveau national) du riz local était inférieur de 16 pour cent à son pic de février. La fin du mois de mai correspond à la période où l'essentiel de la récolte est rentrée et où les prix tendent vers le minimum de la saison. Le prix moyen national était de 913 MGA pendant la dernière semaine de mai 2009 contre 930 MGA la même période en 2008. Cette tendance à la baisse s'explique surtout par la bonne production de paddy de cette année qui fait suite à une année 2008 également caractérisée par une bonne production vivrière. Cependant l'analyse de l'évolution des prix dans les principales régions de production du centre et de l'est et dans les régions du sud révèle non seulement le différentiel important de prix entre les zones excédentaires et les zones déficitaires mais également l'évolution différenciée des prix. Pendant que les prix du riz en mai 2009 sont inférieurs aux niveaux de mai 2008 dans la plupart des principales zones de production rizicole, suite à deux années consécutives de bonne production, ils ont augmenté constamment depuis 2006 dans la plupart des régions du sud. Cette situation reflète la faible intégration des marchés et les coûts de transport élevés.

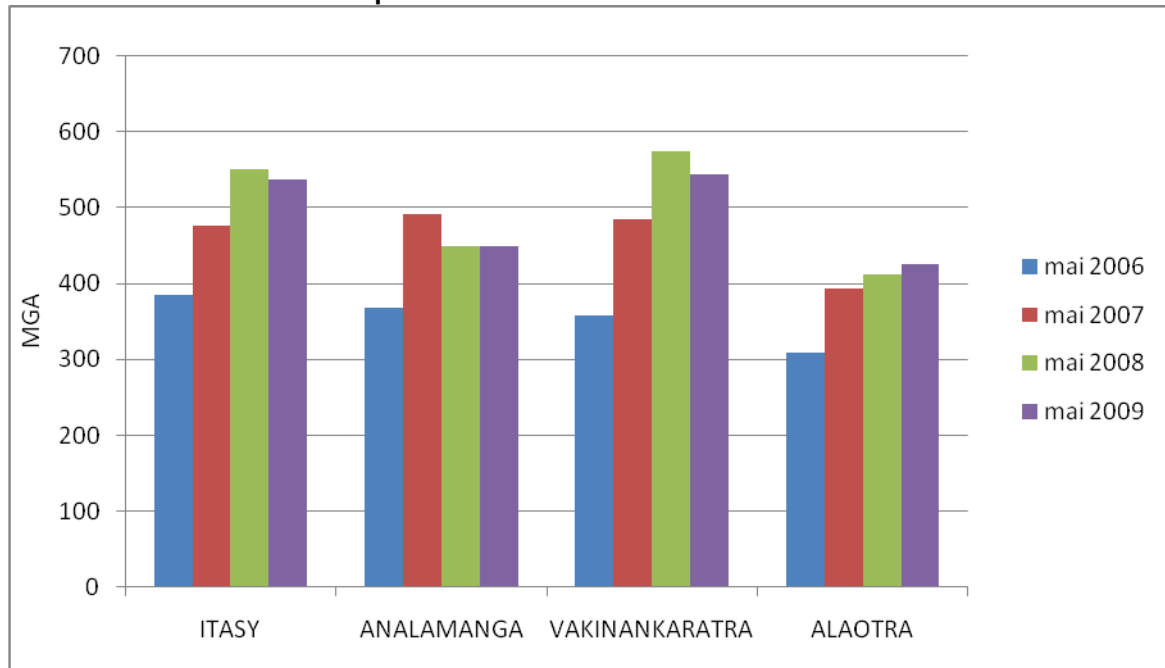
Figure 5: évolution du prix du riz blanc entre mai 2006 et mai 2009 au sud (à gauche) et dans les zones de production du centre et de l'est (à droite).



Le prix du paddy «entrée décortiquerie», qui donne une bonne image du prix «bord champs» a suivi à peu près la même tendance avec un niveau similaire ou inférieur à celui de l'année dernière dans les principales zones de production. Lors du passage de la mission à fin mai/début juin beaucoup d'acteurs de la filière avaient émis des inquiétudes par rapport à l'impact de la crise politique actuelle sur la collecte du riz paddy dans certaines zones de production. Selon ces derniers, la collecte du riz serait affectée dans les zones d'intervention de l'entreprise Tiko, suite à la suspension de ses activités, ce qui aurait eu un impact dramatique sur les prix aux producteurs dans ces zones. Cependant cet effondrement des prix n'a pas été confirmé par la mission dans les zones visitées. Seuls quelques dizaines de tonnes de paddy seraient concernés par cette situation, ce qui ne devrait pas avoir un impact considérable sur le fonctionnement de la filière au niveau national.

Dans la zone rizicole du Lac Alaotra, une des plus importants du pays, le riz paddy se vendait début juin à 400 Ariary dans le District d'Ambatondrazaka et à 450 dans celui d'Amparafaravola. L'année dernière à la même période, le paddy valait 500 Ariary à Ambatondrazaka soit une baisse de 25 pour cent. Après la disparition soudaine de la Société Fanampy, principale actrice dans la collecte, la transformation et la distribution du riz, on s'attendait à une désorganisation importante de la filière. Cependant, selon les autres opérateurs qui étaient juste des sous-traitants de ladite société durant la campagne de commercialisation passée, cette disparition est plutôt favorable à une plus grande ouverture et à une concurrence plus saine qui se feront au bénéfice des paysans et des collecteurs. En particulier, les petits collecteurs à bord d'un ou deux camions pratiquant ce qu'on appelle "tir au vol". N'ayant pas de base dans la zone, ces collecteurs partent une fois leur camion rempli et reviennent au bout de quelques jours, contribuant ainsi à éviter l'effondrement des prix aux producteurs, même si ces commerçants font face à des contraintes de disponibilité de crédit.

Figure 6: évolution du prix du riz paddy entre mai 2006 et mai 2009 dans les principales zones de production du centre et de l'est



Cependant des menaces plus sérieuses pèsent sur la filière riz et pourraient affecter plus durement les disponibilités et la sécurité alimentaires du pays. Déjà, des distributions de riz à prix réduit de 500 MGA auraient été effectuées dans différentes régions du pays jusque pendant la période de récolte. Cette opération dont le tonnage total n'est pas connu aurait également contribué à la baisse des prix du riz et du paddy dans les zones de production. En outre, le Gouvernement aurait annoncé son intention d'importer environ 150 000 tonnes de riz qui seront vendus à prix modéré pendant la période de soudure. Cette décision prise sans consultation avec la Plateforme de concertation et de pilotage de la filière riz risque de créer un déficit alimentaire et faire flamber les prix pendant la période de soudure à partir de septembre/octobre si le Gouvernement ne tient pas sa promesse. Face au manque de transparence du Gouvernement et à l'incertitude qui en découle, les opérateurs privés qui importent normalement ne vont probablement pas le faire, situation qui rappelle la chronologie des événements ayant conduit à la crise alimentaire de 2004-05. A l'époque, les interventions du Gouvernement avaient largement aggravé une situation de disponibilité insuffisante créée par un ensemble de chocs climatiques et économiques. La seule différence entre 2005 et 2009 est que la production nationale n'a pas beaucoup souffert des chocs climatiques cette année. Cependant, les importations restent nécessaires pour combler le déficit pendant la période de soudure. Il serait regrettable que la crise actuelle affecte le fonctionnement de la Plateforme, un des outils importants de gestion de la filière riz mise en place après la crise de 2005 et qui a fait preuve de son efficacité et de son utilité depuis ce temps.

Au sud

Au sud, les aliments de base sont le manioc, le maïs, le sorgho et la patate douce. Bien que le taux d'autoconsommation soit très élevé, la majorité des agriculteurs de la zone sont des acheteurs nets de denrées alimentaires en raison de l'insuffisance de la production familiale. Le prix des aliments est alors un déterminant important de l'accès à la nourriture notamment pendant la période de soudure. En raison de l'insuffisance de la pluviométrie et de la baisse de la production observée ces dernières années, les prix des denrées alimentaires ont augmenté considérablement. Par contre, la détérioration de l'état du cheptel dû au manque de pâturages ainsi que les ventes de détresse ont fait chuter le prix des animaux. Comme le montre le tableau ci-dessous, à Ambovombe, le prix du maïs et du manioc ont augmenté de 100 pour cent et 400 pour cent respectivement entre mars 2008 et mars 2009. Sur la même période, le prix des animaux a chuté de 17 à 38 pour cent. La situation est similaire dans d'autres districts de la zone dont Betsimamihy-sud, Ampanihy-Ouest, Tsihombe. Cette détérioration prononcée des termes de l'échange a sérieusement érodé le pouvoir d'achat et l'accès aux aliments des populations à travers la région.

Lors du passage de la mission, la situation s'est nettement améliorée, reflétant l'augmentation des disponibilités alimentaires suite au retour des pluies en février/mars. Le marché de Betsimamihy (commune de Maraoalopotiy, district de Ambovombe), ainsi que le marché centrale de Ambovombe sont bien

approvisionnés en maïs et riz local ainsi qu'en pastèques et courges tardives. Du manioc et de la patate douce précoces sont également en vente sur tous les marchés. Il est cependant remarquable que ces tubercules sont récoltés trop tôt et qu'ils ne sont pas encore complètement mûrs souvent par besoin pressant d'argent ou de semences (pour le manioc) ou pour éviter les dégâts des chenilles (pour la patate douce). Sur le marché d'Ambovombe par exemple, le prix du maïs a presque chuté de moitié depuis mars. La même tendance est observée pour le riz local et le manioc. Suite à cette baisse des prix des denrées alimentaires et la reconstitution des pâturages, le prix des animaux est remonté considérablement améliorant les termes de l'élevage et l'accès aux aliments pour les éleveurs. Les commerçants rencontrés par la Mission au marché de Betsimeta ont confirmé que le nombre de transactions (vente d'animaux) a chuté considérablement et que le prix des moutons par exemple a augmenté de plus de 100 pour cent par rapport à son niveau extrêmement bas de janvier à février. Même tendance au marché central de Ambovombe où un bœuf dont le prix a chuté jusqu'à 80 000 MGA se vend maintenant à 300 000 MGA.

Tableau 3: évolution du prix des denrées alimentaires et des animaux entre mars 2008 et mars 2009 à Ambovombe

	mars-08	nov-08	mars-09	variation mars 08 mars 09 (%)
maïs grain	100	200	200	100
riz local	350	400	350	0
manioc sec	200	400	1000	400
patate fraîche	100	400		-
chèvre	80	60	50	-38
mouton	60	55	50	-17
bœuf viandeux	600	500	500	-17
bœuf attelage	250	250	300	20

Source : SAP

Cependant, en raison de la faiblesse de la production de la petite saison et des perspectives de récolte défavorables pour la contre saison dans une bonne partie de la zone, la période de soudure risque de revenir très tôt et les prix repartir à la hausse très rapidement.

5. BILAN DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE CÉRÉALES POUR 2009/2010

5.1 Bilan national

Le bilan de l'offre et de la demande de céréales pour la campagne de commercialisation 2009/2010 (avril/mars) est présenté dans le tableau 4, sur la base des hypothèses et des conclusions suivantes:

- La population du pays en 2009 est estimée à environ 19 625 000 d'habitants par les Nations Unies.
- La production de riz, représentant plus de 90 pour cent de la production céréalière totale, est estimée à environ 4,2 millions de tonnes - ou environ 2,8 million de tonnes de riz usiné - soit à peu près 7 pour cent de plus que la production de l'an dernier. La production de maïs devrait baisser de 18 pour cent pour s'établir à environ 370 000 tonnes. La production de tubercules comprend 2,7 million de tonnes de manioc et 405 000 tonnes de patate douce.
- Les stocks alimentaires sont difficiles à cerner à Madagascar comme dans d'autres pays africains. On estime à environ 30 000 tonnes le stock de riz détenu par les négociants. Cependant, la mission suppose que le niveau des stocks ne changera pas de manière significative entre le début et la fin de l'année commerciale. Les stocks de tubercules, de maïs et de blé seraient négligeables et aucune modification de leur niveau n'est prévue.
- Les besoins céréaliers par habitant sont calculés sur la base d'une consommation annuelle par tête de 117 kg de riz, de 21 kg de maïs et de 6.8 kg de blé. En outre, la consommation par tête de manioc et de patate douce est estimée 117 kg et 16 kg respectivement.
- Les besoins en semences sont estimés sur la base des superficies et des doses moyennes de semis dans le pays: environ 60 kg par ha pour le riz et 25 kg par ha pour le maïs. Les prévisions de pertes post-récolte sont de 10 pour cent pour le riz et de 15 pour cent pour le maïs. Elles sont plus élevées pour les tubercules, estimées à 20 pour cent pour le manioc et la patate douce.

Tableau 4: Madagascar: Bilan de l'offre et de la demande de céréales, 2009/2010 (milliers de tonnes) - Campagne de commercialisation: avril/mars

	Blé	Riz	Maïs	Sorgho	Total céréales	Tubercules ^{1/}
Disponibilités intérieures	00	2814,000	370	5	3189,0	968,5
Variations de stocks	00,0	0,0	0,0		0,0	0,0
Production (riz usiné)	0,0	2814	370,0	5,0	3189,0	968,5
Utilisation totale	133,5	2655,7	525,9	5,2	3320,20	1042,9
Consommation alimentaire	133,5	2302,0	412,1	4,9	2852,50	815,1
Alimentation animale	0,0	0,0	50,0	0,0	50,0	34,2
Semences	0,0	52,3	8,3	0,1	60,6	0,0
Pertes	0,0	281,4	55,5	0,3	337,2	193,7
Exportation	0,0	20,0	0,0	0	20,0	0,0
Besoins d'importation	133,5	(158,3)	155,9	0,2	131,2	74,5
Importations Commerciales prévues	100,0	150,0	10,0		260,0	

^{1/} Les tubercules qui comprennent le manioc et la patate douce sont exprimés en équivalent céréalier selon les taux de conversion suivants: manioc: 0,3166; patate douce: 0,2808;

Pour ce qui concerne les céréales, le bilan fait apparaître un surplus d'environ 158 000 tonnes de riz ainsi qu'un déficit de près de 300 000 tonnes de blé et de maïs. Les tubercules exprimés en équivalent céréalier affichent également un déficit d'environ 74 000 tonnes. Au total le bilan laisse un déficit de près de 206 000 tonnes par rapport à la demande.

Sur les cinq dernières années le pays a importé en moyenne 145 000 tonnes de riz et 100 000 tonnes de blé par an. Les importations cérésières devraient normalement couvrir le déficit attendu s'il n'y a pas de dysfonctionnement majeur. Cependant, comme déjà mentionné plus haut, il règne une incertitude au niveau des importateurs, suite à l'annonce par le Gouvernement de l'importation de 150 000 tonnes de riz qui seront vendus à prix modéré pendant la période de soudure. Cette décision prise sans consultation avec la Plateforme de concertation et de pilotage de la filière riz risque de créer un déficit alimentaire et faire flamber les prix pendant la période de soudure à partir de septembre/octobre si le Gouvernement ne tient pas sa promesse. Face au manque de transparence du Gouvernement et à l'incertitude qui en découle, les opérateurs privés qui importent normalement ne vont probablement pas le faire, situation qui rappelle la chronologie des événements ayant conduit à la crise alimentaire de 2004-05.

5.2 Bilan céréalier de la province de Toliara au sud

La faible intégration des marchés au niveau national signifie que les produits ne circulent pas suffisamment des régions excédentaires du pays vers les régions déficitaires. La circulation des denrées est adéquate seulement dans le rayon d'action des petits commerçants informels locaux. D'où la nécessité d'analyser la disponibilité des produits au niveau régional à travers le bilan alimentaire régional. Pour la province de Toliara le bilan de l'offre et de la demande de céréales pour la campagne de commercialisation 2009/2010 (avril/mars) est présenté au tableau, sur la base des hypothèses et des paramètres suivants:

- La population de Toliara en 2009 est estimée à environ 2,8 millions d'habitants par l'INSTAT.
- La mission a estimé la production de riz (paddy) de l'an 2009 à environ 340 000 tonnes, en légère baisse par rapport au niveau de l'année précédente. Pour ce qui concerne le maïs, le manioc et la patate douce, la production de 2008/2009 a été sérieusement perturbée par la sécheresse qui a endommagé la plupart des cultures de la grande saison. En outre les perspectives pour les récoltes de contre-saison sont très incertaines en raison de la réduction des superficies dues au manque de semences, de l'infestation de chenilles défoliatrices et du risque de criquet pèlerin. La production de maïs est estimée à 65 000 tonnes, celle de manioc à 716 000 tonnes et la production de patate douce à environ 80 000 tonnes ce qui représente des baisses de production respectivement de 50, 15 et 20 pour cent par rapport aux niveaux de l'an dernier (selon les estimations de la mission).
- On estime que les stocks alimentaires sont négligeables en début d'année commerciale et qu'il n'y aura pas de prélèvement de stocks.
- Le maïs, le manioc et la patate douce constituent la base de l'alimentation dans la partie sud du pays. Les besoins cérésières par habitant sont calculés sur la base d'une consommation annuelle par tête de 56 kg de riz, de 31 kg de maïs et de 6.8 kg de blé. La consommation par tête de manioc et de patate douce est estimée à 154 kg et 38 kg respectivement.

- Les besoins en semences sont estimés sur la base des superficies et des doses moyennes de semis dans le pays: environ 60 kg par ha pour le riz et 25 kg par ha pour le maïs. Les prévisions de pertes post-récolte sont de 10 pour cent pour le riz et de 15 pour cent pour le maïs

Tableau 5: Province de Toliara: Bilan de l'offre et de la demande de céréales, 2009/2010 (milliers de tonnes) - Campagne de commercialisation: avril/mars

	Blé	Riz	Maïs	Sorgho	Total céréales	Tubercules ^{1/}
Disponibilités intérieures	00	227,8	65	5	297,80	249,1
Variations de stocks	00.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Production (riz usiné)	0.0	227,8	65,0	5,0	297,8	249,1
Utilisation totale	19,0	189,8	98,5	6	313,3	225,1
Consommation alimentaire	19,0	156,6	86,7	5,6	268,0	166,2
Alimentation animale	0.0	0.0	00.0	0,0	0,2	9,1
Semences	0.0	5,9	2,0	0,2	7,9	0.0
Pertes	0.0	27,3	9,8	0,3	37,3	49,8
Besoins d'importation	19,0	(38,0)	33,5	1	15,5	(24)
Importations Commerciales prévues						
Déficit à couvrir						

^{1/} Les tubercules qui comprennent le manioc et la patate douce sont exprimés en équivalent céréalier selon les taux de conversion suivants: manioc: 0,3166; patate douce: 0,2808;

Le bilan vivrier de Toliara fait apparaître un surplus total de quelques 8 000 tonnes (y compris les tubercules exprimés en équivalent céréalier). Ceci comprend un surplus d'environ 38 000 tonnes de riz et 24 000 tonnes de tubercules exprimés en équivalent céréalier ainsi qu'un déficit de plus de 33 000 tonnes de maïs. Par conséquent, le bilan suggère que l'énorme déficit provoqué par la chute de la production de maïs sera compensé par les disponibilités en riz, manioc et patate douce au niveau de la province. Cependant, l'analyse de la répartition de la production et de la consommation montre qu'il n'en sera rien. Premièrement, l'important déficit de tubercules au niveau national laisse supposer qu'une bonne partie de la production de Toliara ravitaillera les marchés de la province voisine de Fianarantsoa. En outre, l'essentiel de la production de riz de Toliara se fait dans la région de Menabe et le nord de Atsimo Andrefana dans l'extrême Nord de la province. Les ménages de la zone sédimentaire littorale dont le système de production est basé sur le maïs et qui dépendent de cette céréale pour leur revenu et leur alimentation ne produisent pas du riz et auront un sérieux problème d'accès au riz disponible. Ces ménages cultivent souvent du manioc et également de la patate douce pendant la contre saison. Même si la récolte de tubercules atteint les niveaux supposés dans le bilan, elle ne sera pas suffisante pour couvrir le déficit de maïs. Tous ces éléments présagent une baisse importante de la consommation calorifique de ces ménages.

Il ressort de l'analyse des disponibilités au niveau national et au niveau de la province du sud que:

- Malgré la bonne production de riz, le pays connaît un déficit céréalier important dû à la baisse de la production de maïs, de manioc et de patate douce cultivés au sud, ce qui conduit à des besoins d'importation estimés à environ 206 000 tonnes. Les importations commerciales prévues de riz et de blé devraient couvrir ce déficit en l'absence de dysfonctionnement majeur du système commercial.
- La province de Toliara au sud du pays présente un bilan dégageant un excédent d'environ 24 000 tonnes dû notamment à une production de riz adéquate dans les principales zones de production situées dans les districts de Menabe et de Atsimo Andrefana. Cependant en raison de la diversité des systèmes de production dans cette province, ce bilan masque le déficit céréalier et la situation précaire d'accès à la nourriture dans l'essentiel de la zone sud couverte par le projet SAP et dont l'économie alimentaire dépend dans une large mesure du maïs, du manioc et de la patate douce.

6. SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE

6.1 Sources de revenu et moyens de subsistance des ménages

Même si globalement les activités primaires restent le principal moyen de subsistance pour la majorité de la population, la forte diversité agro écologique du pays crée des spécificités selon la typologie du sol, l'environnement et les conditions climatiques dominants. Plus spécifiquement les activités économiques à Madagascar peuvent être regroupées en deux catégories : i) les sources de revenu agricoles et ii) les sources de revenu non agricoles.

6.1.1 Les sources de revenu agricoles

- *L'agriculture de subsistance*

Elle reste l'activité économique la plus répandue qui concerne la majorité des ménages ruraux. Comme dans la plupart des pays en voie de développement le secteur agricole malgache reste encore dominé par des pratiques culturales de type extensif fortement dépendant des aléas climatiques. Cette dépendance crée une forte vulnérabilité accentuée par les cycles de sécheresse inondations de ces dernières années. Les cultures pratiquées dans ce système de production sont essentiellement le riz pluvial, le maïs, le sorgho, le manioc et la patate douce. Les superficies cultivées sont généralement de taille très modeste 1,5 à 3 hectares se réduisant au fil des années sous le poids de la pression démographique et de l'héritage. Pendant les années de bonne production, les ménages ne sont autosuffisants que pour une durée allant de 3 à 6 mois selon les types de spéculations. A contrario, pendant les années de faible récolte, les ménages ne sont autosuffisants que sur une période allant de 2 à 3 mois selon les spéculations. Il semble que ce dernier scénario soit le plus fréquent au cours de ces 5 dernières années. En particulier dans le sud où ce système de production est le plus dominant, au cours de ces cinq dernières années, une seule a été jugée relativement bonne en termes de production pluviale. Les capacités des ménages à faire face aux chocs se sont considérablement réduites d'année en année et tout choc additionnel quelque soit son ampleur suffit à faire basculer plusieurs ménages dans le dénuement total.

- *L'élevage de subsistance*

Bien qu'il existe dans le sud du pays des ménages essentiellement pastoraux, l'élevage constitue une activité d'appoint et de refuge pendant la période de soudure ou de faible récolte pour la majorité des ménages. On estime que entre 50 et 75 pour cent des petits agriculteurs⁸ possèdent surtout des petits ruminants (3 à 4 têtes) et de la volaille. Le cheptel est souvent affecté par les cycles de sécheresse entraînant une dépréciation et une perte de revenu importante chez les éleveurs et les petits agriculteurs pauvres. La perte de pouvoir d'achat est dans la plupart de cas liée à une offre inhabituellement plus importante suite à un choc de sécheresse ou de production ou les deux combinés à la fois. C'est le cas notamment en mars 2009 où pour faire face à des difficultés alimentaires les ménages ont eu recours à une vente inhabituelle de bétail avec comme conséquence une chute brutale et importante des termes de l'échange avec une perte de pouvoir d'achat de l'ordre de 80 à 90 pour cent par rapport à la même période en 2008.

- *Le salariat agricole*

Le salariat agricole constitue une source de revenu pour plusieurs ménages ruraux pauvres, principalement dans les grands bassins de production. Dans la région du sud, la filière sisal constitue la principale source de revenu pour un nombre important de ménages. Ils sont généralement employés comme des ouvriers pendant la période de plantation, d'entretiens et de récoltes. La plupart de ces ouvriers sont généralement de petits agriculteurs sans terre et ne disposent ainsi d'aucune alternative pendant les périodes de trêve ou de contraction des activités de la filière. Il semble en réalité que les ouvriers de la filière sisal constituent l'une des couches les plus vulnérables de la région.

- *La riziculture irriguée*

Selon le document de la mission d'évaluation sur la hausse des prix, la filière rizicole constitue la première activité économique à Madagascar en termes de volume. La riziculture irriguée est pratiquée par environ 2 millions de ménages sur environ 1 200 000 hectares soit 60 pour cent de la surface totale cultivée. En dépit d'un début de modernisation de la filière rizicole, les techniques de production restent encore majoritairement de type traditionnel et peu intensif. Les surfaces cultivées sont de petites tailles, environ 0,87 et 1 hectare en moyenne. Les rendements restent encore relativement très bas et tournent autour de 2,5 tonnes par hectare même si la production a significativement augmenté depuis 2003. Dans certaines zones, la forte pression démographique limite toute possibilité d'accroissement des superficies cultivées compromettant ainsi la survie de plusieurs ménages agricoles. Ce qui laisse envisager des mouvements migratoires vers des zones à plus forte disponibilité et potentialité agricoles. La plupart de ces ménages restent vulnérables et dépendent du marché pour leur alimentation pendant une bonne partie de l'année. Certaines estimations⁹ montrent qu'environ un ménage sur trois seulement est un vendeur net de riz ; les autres étant soit des auto consommateurs ou des acheteurs nets. En outre les difficultés de commercialisation liées à l'insuffisance des infrastructures routières, à la faible capacité de stockage

⁸ Monographie

⁹ HFP

contribuent à maintenir des prix aux producteurs très bas pendant les récoltes et des prix aux consommateurs beaucoup plus élevés pendant la période de soudure.

6.1.2 Les sources de revenu non agricoles

Les revenus non agricoles sont essentiellement concentrés dans les grands centres urbains et dans les zones à forte vocation touristique. Les récents développements politiques ont affecté l'économie dans un contexte de crise financière et économique mondiale. Le secteur hôtel restaurant a connu une forte baisse des activités ainsi que le secteur textile avec des pertes d'emplois. Les récentes évaluations menées en milieu urbain montrent une forte prévalence de l'insécurité alimentaire : 32 pour cent des ménages enquêtés dans les centres urbains de Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina, Toliara avaient une consommation alimentaire pauvre. On assiste ces dernières années à une pauvreté qui s'urbanise et se féminise de plus en plus. Ces résultats montrent la précarité alimentaire qui caractérise également les populations à revenu non agricole essentiellement concentrées dans les centres urbains du pays.

6.2 La situation alimentaire et nutritionnelle au moment de la mission

La mission a relevé au cours de son passage dans le sud du pays une légère amélioration de la situation alimentaire par rapport à celle qui prévalait au cours du mois de Mars 2009. Les prix des céréales ont nettement baissé. Le prix du kg de Maïs a chuté d'environ 45 pour cent passant de 800 Ariary le kg en Mars 2009 à 440 Ariary en Mai 2009. En revanche la baisse du prix du riz a été relativement plus modérée passant de 1225 AR le kg en Mars 2009 à 1050 AR en Mai soit une baisse de 14 pour cent. A la différence des prix des céréales, ceux du bétail ont quant eux suivi une tendance inverse contribuant ainsi à améliorer significativement les termes de l'échange bétail/céréales. Cette amélioration est surtout liée à la forte disponibilité des céréales suite aux récoltes. La mission a également noté un niveau d'approvisionnement acceptable des marchés. On a noté aussi une forte disponibilité de fruits et de produits maraîchers tels que les courges, les pastèques et des légumes.

Cette amélioration conjoncturelle cache cependant des disparités importantes et les pauvres chroniques ont toujours des difficultés d'accès à la nourriture. La configuration des résultats de la campagne agricole qui a suivi une évolution chaotique décrite dans la première partie du rapport a augmenté les difficultés d'accès à la nourriture des ménages les plus pauvres surtout pendant la période allant de Janvier à Mars entraînant un recours abusif à la vente d'animaux, de biens et à la consommation d'aliments de pénurie.

6.3 Les perspectives de la période de soudure ne sont pas rassurantes

En dépit d'une amélioration conjoncturelle de la situation alimentaire et nutritionnelle suite aux nouvelles récoltes et des actions d'atténuation ciblées, beaucoup de ménages risquent de faire face à une période de soudure difficile. Les facteurs de risque concernent notamment l'augmentation des prix dans les prochains mois voir les prochaines semaines dans un contexte de faible pouvoir d'achat et de faible production de contre saison. La disponibilité actuelle sur le marché est surtout liée à l'effet récolte. En effet pour faire face aux difficultés alimentaires pendant la période de Janvier à Mars, beaucoup de ménages se sont endettés et les faibles récoltes enregistrés sont vendues pour se procurer du cash pour rembourser les dettes et faire face à d'autres besoins vitaux. Posséder du bétail fait partie des stratégies de gestion de risque dans la région et la plupart des ménages qui ont vendu une partie de leur capital bétail durant la période de soudure de l'année dernière et en début d'année cherchent actuellement à le reconstituer. Ce qui accroît la demande sur le bétail et une offre plus importante de céréales notamment le maïs.

6.4 Principaux facteurs de l'insécurité alimentaire à Madagascar

La population Malgache est essentiellement rurale et dépend largement de l'agriculture, la pêche et l'élevage de subsistance pour sa survie. Le pays est exposé à de nombreuses catastrophes naturelles telles que les sécheresses, les cyclones, les inondations auxquelles s'ajoutent les incendies, les invasions acridiennes et les crises socio politiques. Au cours des 35 dernières années, le pays a enregistré environ 46 désastres naturels, incluant les cyclones, les sécheresses, les épidémies, les inondations, les famines, les invasions acridiennes affectant cumulativement plus de 11 millions de personnes¹⁰. Certaines régions sont plus exposées que d'autres selon les chocs. Ainsi la frange Nord Est de l'île est plus exposée aux cyclones tant dis que la partie Sud-Ouest est plus exposée aux sécheresses et à d'autres aléas climatiques. Les effets liés aux changements climatiques sont déjà perceptibles sur l'île et les cycles des sécheresses des inondations, des cyclones et d'autres calamités naturelles se sont écourtés au cours de ces dernières

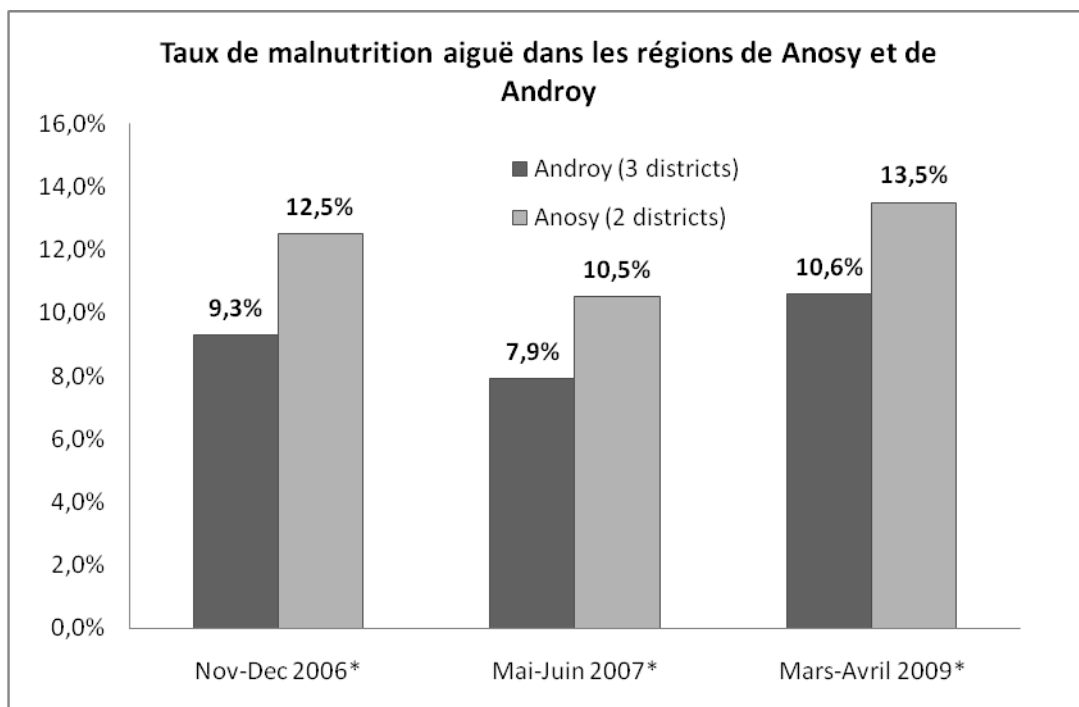
¹⁰ PRRO Madagascar: WFP (2006)

décennies. Ces difficultés déjà profondes sont exacerbées depuis 2008 par plusieurs chocs majeurs : la crise économique et financière mondiale avec une hausse historique des prix des denrées de premières nécessités; la sécheresse dans le sud, les inondations et les cyclones dans l'Est et récemment, la crise politique.

Ces facteurs accroissent la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des populations dont les capacités à faire face à ces chocs de plus en plus rapprochés et intenses se sont considérablement amenuisées. En outre la pauvreté chronique qui caractérise une frange importante de la population expose un nombre de plus en plus croissant de Malgache qui ont des difficultés à faire face aux besoins minimums vitaux tels que la nourriture, la santé et l'éducation. L'insécurité alimentaire autrefois résiduelle dans le sud du pays gagne de plus en plus les autres régions et les centres urbains. Bien que d'importants progrès aient été notés ces dernières années, la performance du secteur primaire reste encore modeste pour réduire significativement la pauvreté et assurer l'autosuffisance alimentaire pour beaucoup de ménages. Les problèmes alimentaires sont particulièrement plus accentués pendant la période de soudure allant de septembre à février.

6.5 La situation nutritionnelle

D'une manière générale il existe très peu de données sur la malnutrition des enfants de 6 à 59 mois à l'échelle nationale. Cependant, les évaluations conduites de manière ciblée sur certaines zones montrent une situation très variable. Les enquêtes menées dans le sud du pays dans 3 communes de la région d'Anosy et dans 2 communes de la région D'Androy entre Mars et Avril 2009 selon la méthodologie SMART par l'UNICEF et l'ONN montrent une prévalence de la malnutrition aiguë globale de 14,5 pour cent (13,5 pour cent selon la classification NCHS de 1977) et de 10,9 pour cent (10,6 pour cent selon la classification NCHS de 1977) respectivement à Anosy et Androy. Quant à la malnutrition aiguë sévère, elle toucherait environ 3 pour cent des enfants dans les districts enquêtés à Anosy contre 1,5 pour cent dans les districts enquêtés à Androy. Ces résultats correspondent à une situation sérieuse (entre 10 et 14 pour cent) selon le seuil de classification de l'OMS et montrent qu'elle est beaucoup plus préoccupante dans l'Anosy que dans l'Androy. Même si la comparabilité des données est limitée par les différences méthodologiques qui puissent exister dans la collecte, l'observation du graphique ci-dessous montre que quelque soit la période considérée 10 pour cent et plus des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition aiguë dans les districts enquêtés de la région d'Anosy.



* référence NCHS 1977

Sur le plan national, les récentes évaluations menées dans les centres urbains indiquent un niveau de malnutrition contenu dans les limites de la normale (en dessous de 10 pour cent) dans les communes urbaines de Antananarivo, Mahajanga I, Toamasina I, Toliara I, Fianarantsoa I. Cependant les analyses montrent que les taux de malnutrition chronique et de retard de croissance restent à des niveaux très élevés. Dans les documents de la Table Ronde de juin 2008, le Gouvernement note que « *malgré le gain de 1,7 années pour l'espérance de vie, 45 pour cent des enfants (0-10 ans) souffrent de malnutrition chronique* ». La malnutrition demeure donc un problème majeur qui affecte le développement du pays.

Les causes de la malnutrition à Madagascar sont multiples et complexes

Au nombre des facteurs évoqués dans l'explication de la malnutrition, figurent les habitudes alimentaires, les phénomènes culturels, l'accès à l'eau et aux soins de santé de base, le niveau d'éducation, etc. L'alimentation de la majorité de la population malgache est basée sur le riz et très souvent les compléments nutritionnels sont absents du régime alimentaire. Il fournit plus de la moitié de la valeur énergétique des aliments consommés par les ménages. Cette proportion atteint 60 pour cent pour les ménages urbains pauvres. Le manioc constitue le deuxième aliment de base des ménages malgaches après le riz et contribue pour environ 14 pour cent de la valeur calorifique des aliments consommés par les ménages sur le plan national. Il est essentiellement consommé en milieu rural et par les ménages pauvres urbains et constitue en quelque sorte « *la nourriture des pauvres* ». Les conditions de préparation des repas sont également mises en doute en l'occurrence dans les régions reculées où le problème d'accès à l'eau potable et le poids des interdits (*fady*) se posent encore avec acuité. La forte croissance démographique, les naissances rapprochées ainsi que le bas niveau d'instruction constituent d'autres facteurs de risque qui affectent la sécurité alimentaire et nutritionnelle des enfants. La dégradation, l'insuffisance ou l'absence des services publics de base tels que l'éducation, la santé et les infrastructures constituent également une autre dimension dans l'explication du phénomène. S'il est difficile d'établir une hiérarchisation des causes de la malnutrition des enfants de moins de 5 ans à Madagascar, la pauvreté y contribue pour beaucoup. Le taux de croissance économique enregistré au cours de ces dernières années reste encore trop faible pour réduire efficacement la pauvreté dans la grande île.

6.6 L'insécurité alimentaire chronique et transitoire

L'insécurité alimentaire à Madagascar se manifeste sous forme chronique ou transitoire parmi la population malgache. Comme la saison cyclonique coïncide avec celle de la période de soudure, le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire s'accroît selon l'ampleur et la durée de l'activité cyclonique.

Au cours de la période de 2001-2009, le système d'alertes précoces SAP établi dans le sud a fait un suivi mensuel de la situation alimentaire. Chaque année, un bulletin de synthèse est produit qui résume la situation alimentaire et économique des ménages dans les communes. Cette analyse couvre globalement trois grandes périodes : Janvier à Avril pour la période de soudure, Mai à Juin pour la période des récoltes et la période de juillet à Décembre pour confirmer le pronostic établi en juin. Les communes sont de ce fait classées en :

- i) RAS : Rien à signaler
- ii) DL : Difficultés alimentaires légères
- iii) DS : Difficultés économiques sévères
- iv) DA : difficultés alimentaires
- v) CA : Crises alimentaires

6.6.1 L'insécurité alimentaire chronique

Selon le plan d'action national sur la sécurité alimentaire, 8 pour cent de la population malgache souffre d'insécurité alimentaire chronique.

La mission de revue et de formulation de programme du PAM conduite en Janvier 2009 a fait une analyse historique intéressante des données collectées par le SAP entre 2001 et 2008. Les communes ciblées prioritairement pour le nouveau programme du PAM qui devrait s'étaler sur la période allant de juillet 2009 à Décembre 2010 sont celles qui ont été déclarées en difficulté alimentaire par le SAP au moins 4 fois sur les 8 dernières années. Même si ce seuil semble être arbitraire, il apparaît que les populations de ces communes ont fait face à des chocs récurrents laissant très peu de temps de réhabilitation entre eux contribuant ainsi à affaiblir leur capacités à faire face à de futurs chocs. En conséquence cette priorisation peut s'avérer judicieuse pour les opérations de redressement et de protection des moyens de subsistance. Finalement, en l'absence de certaines données pour 2007 et 2008, la mission a également inclus comme seconde priorité les communes qui ont été classées en difficulté alimentaire 3 fois sur les 8 dernières années. Si l'on rapporte cette population à celle de l'ensemble des 104 communes suivies par le SAP, on estime que 10 pour cent de la population de la zone sud est dans une situation d'insécurité alimentaire chronique. L'analyse approfondie de la sécurité alimentaire des ménages (CFSVA) conduite en 2005 montre que 73 pour cent des ménages dans le sud du pays sont affectés par l'insécurité alimentaire. Les ménages en insécurité alimentaire chronique sont généralement caractérisés par une production insuffisante pour couvrir leurs besoins alimentaires et un accès très limité à la nourriture même à des prix réduits. Cette

population est généralement constituée des personnes âgées, des handicapées, des malades chroniques. Les ménages dont le chef est une femme disposant d'une force de travail et un accès à la terre limités sont également dans bien de cas les plus touchés par cette forme d'insécurité alimentaire. Ce sont généralement des personnes très démunies ne possédant pas de terres, d'animaux ou des biens. D'une manière générale, ces populations sont ciblées pour des assistances alimentaires à travers des distributions gratuites de vivres.

6.6.2 L'insécurité alimentaire transitoire

Selon le plan d'action national sur la sécurité alimentaire, 50 pour cent de la population Malgache souffrirait d'une insécurité alimentaire transitoire. Elle intervient surtout pendant la période de soudure ou suite à des chocs récurrents tels que les sécheresses, les cyclones, la hausse des prix ou encore la détérioration des termes de l'échange bétail/céréales qui précipitent une partie de la population généralement en sécurité alimentaire dans une situation d'insécurité alimentaire saisonnière ou transitoire. Cette forme d'insécurité alimentaire touche généralement plusieurs catégories socio économiques de la population : les éleveurs, les travailleurs journaliers, les petits agriculteurs, les ménages dépendants du marché pour leur alimentation (les ménages urbains pauvres). De ce fait les interventions pour atténuer cette insécurité alimentaire sont variées et doivent être adaptées suivant les besoins et les causes sous jacentes. Les activités de vivres contre travail ou d'argent contre travail peuvent jouer un rôle important selon le cas. En outre, celles destinées à prévenir la malnutrition des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes et allaitantes sont tout aussi d'une grande utilité. Dans certaines conditions, en fonction de l'ampleur du choc et de la situation des prix et des disponibilités, une distribution gratuite ciblée ou la vente des céréales à prix réduit pourraient être également envisagées. Le but de ces interventions est de renforcer et de protéger les moyens de subsistance de ces populations pour éviter qu'elles ne basculent dans une situation d'insécurité alimentaire chronique par décapitalisation et endettement.

6.7 Les interventions actuellement en cours

Les activités du Programme Alimentaire Mondial sont essentiellement concentrées dans le sud du pays. Les interventions du PAM à Madagascar sont faites à travers deux programmes clés : le programme pays (PP) et l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR).

6.7.1 Le programme pays

Ce programme s'articule autour de trois composantes : i) ACT1 soutien à l'éducation de base ii) ACT2 réduire l'insécurité alimentaire et atténuer l'effet des catastrophes naturelles et la protection de l'environnement iii) ACT3 lutter contre la malnutrition, la tuberculose et le VIH/SIDA. Les activités du programme pays sont essentiellement concentrées dans le sud du pays et couvrent les aspects liés aux causes chroniques de l'insécurité alimentaire et des problématiques qui touchent le développement durable. Le programme de cantines scolaires constitue une priorité pour le Gouvernement en particulier dans le sud du pays. Le nombre de bénéficiaires a plus que doublé en 2008 passant de 70.000 bénéficiaires dans 272 écoles à 150.000 bénéficiaires dans 880 écoles. Les cantines scolaires restent un outil important pour promouvoir l'éducation de base dans un contexte d'insécurité alimentaire chronique, de fort taux d'analphabétisme (plus de 70 pour cent dans la plupart des districts du sud) et de manque d'infrastructure scolaire adéquate. Le programme de création d'actifs dont l'objectif est de protéger les moyens de subsistance des populations vulnérables et d'augmenter leur résistance face au choc touche environ 16.000 ménages par an. Enfin la dernière composante qui cible les enfants malnutris, les personnes atteintes de tuberculose et de VIH/SIDA touche à peu près 40.000 bénéficiaires par an.

6.7.2 Le programme d'intervention prolongée de secours et de redressement

Outre l'aide au développement à travers le programme pays, le PAM a fourni l'aide alimentaire dans le cadre des programmes d'urgences liées aux catastrophes naturelles ou à d'autres formes de chocs et mis en œuvre des programmes d'intervention prolongée de secours et de redressement. Le Programme d'intervention prolongée de secours et de redressement 10442 actuellement en cours a ciblé 337 500 bénéficiaires par an pour un tonnage annuel global de 18 349 tonnes de vivres sur une période allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2008. Ce programme vise à répondre aux catastrophes naturelles récurrentes et à l'insécurité alimentaire saisonnière. Sur la base d'une révision budgétaire, cette phase du programme a été prolongée jusqu'en juin 2009. Le tableau ci-dessous donne la répartition des bénéficiaires ainsi que le volume de ce programme.

Tableau 6 : Bénéficiaire et tonnage prévus sur la période allant de Juin 2008 à Juin 2009 par type d'activité

Type d'activités	Activités	Bénéficiaires	Tonnage
Planification préalable et atténuation des effets des catastrophes	Distribution gratuite	280 000	7 997
	Vivres contre travail	542 500	21 414
Santé, nutrition et filets sociaux	Programme nutritionnel	186 000	3 448
Total		1 008 500	32 859

En vue de se préparer aux urgences pendant la période cyclonique allant de décembre à Avril, un stock de positionnement stratégique dans les zones vulnérables aux cyclones pour couvrir les besoins d'environ 100.000 personnes est prévu. Les interventions pendant la période de soudure prévues dans le cadre de ce programme se chiffrent à 6 076 tonnes pour un nombre de bénéficiaires estimés à 247 500 personnes.

6.8 Estimation des besoins en assistance alimentaire pendant la période de soudure 2009 par la mission

Compte tenu de l'amélioration significative constatée de la situation alimentaire dans le sud au moment de l'évaluation (Mai 2009) par rapport à celle qui prévalait pendant la période de Mars, la mission estime qu'une aide alimentaire généralisée n'est pas nécessaire dans l'immédiat. Néanmoins, tenant compte du caractère à la fois chronique et transitoire de l'insécurité alimentaire et du nombre de communes relativement élevé de communes déclarées en difficulté alimentaire par le SAP (31 communes en difficulté alimentaire actuellement), elle estime que l'aide alimentaire ciblée sur les populations les plus vulnérables notamment les enfants, les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les personnes les plus démunies est toujours nécessaire quelque soit la période. De plus, les projections montrent qu'une partie importante de la population dans le sud fera face à une période de soudure plus difficile que la normale en raison du faible niveau de production enregistré pour les cultures pluviales aussi bien pour la grande saison que pour la campagne de contre saison. Les prévisions du SAP montrent que 44 communes seront en difficulté alimentaire en septembre c'est-à-dire au début de la période de soudure.

6.8.1 Bref aperçu sur les résultats de l'enquête auprès des ménages¹¹

Le tableau ci-dessous donne les pourcentages de ménages en insécurité alimentaire dans les différentes zones enquêtées au cours de la phase de collecte des données primaires de la mission. Au total environ 2300 ménages répartis dans 3 catégories de district ont été enquêtés. L'analyse des résultats est basée sur la combinaison des indicateurs de consommation alimentaire et d'accès économique à la nourriture. Les résultats révèlent que plus de 6 ménages sur 10 sont en insécurité alimentaire (63 pour cent). Le taux d'insécurité alimentaire sévère s'élève à 31,5 pour cent tant dis que l'insécurité alimentaire modérée touche 37,7 pour cent des ménages. Ces taux sont beaucoup plus élevés dans les zones à risque de sécheresse (partie sud du pays) et dans les zones à risque de cyclone et d'inondation. En effet plus de 8 ménages sur 10 enquêtés (81,6) dans les zones sud sont insécurité alimentaire et 61,7 pour cent des ménages enquêtés dans les zones à risque de cyclone et d'inondation sont touchés par l'insécurité alimentaire. Ces résultats montrent que l'insécurité alimentaire touche une grande partie de la population malgache même en dehors de la zone sud où le problème est le plus accentué.

Tableau 7: Pourcentage des ménages en insécurité alimentaire dans les différentes zones enquêtées

Zones	Insécurité alimentaire sévère	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère et modérée
Zones à risque de sécheresse	42%	40%	82%
Zone à risque de cyclone et inondation	41%	34%	62%
Zones de production rizicole	10%	41%	51%
Total échantillon	32%	38%	63%

¹¹ Cette analyse sera affinée afin de déterminer avec précision le nombre de personnes ayant besoin d'assistance.

6.8.2 Profil des ménages en insécurité alimentaire et stratégies de survie développées

Les ménages en insécurité alimentaire sont caractérisés par des déficits de production et d'accès aux aliments en raison de leur faible pouvoir d'achat. Pour plus de 6 ménages sur 10 dans le sud la production de cette année, toutes spéculations confondues ne peut couvrir leur besoin alimentaire que pour une période ne pouvant excéder 3 mois. 15 pour cent seulement des ménages enquêtés dans le sud du pays peuvent couvrir leurs besoins alimentaires pour plus de 6 mois. Pour faire face aux difficultés alimentaires, les ménages ont développé différentes stratégies parfois irréversibles comme la vente de biens de productions et d'équipement. En outre la consommation des aliments de pénurie, la diminution de la fréquence des repas et des quantités consommées ont été systématiquement utilisées par un nombre important de ménages au cours du premier trimestre de l'année principalement dans le sud pays.

7. PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ISSUES DE LA MISSION DE TERRAIN DANS LE SUD DU PAYS

Il en ressort de la Mission les recommandations suivantes:

1. *Envisager la possibilité des achats locaux*

Il existe une disponibilité importante de riz à l'échelle nationale mais très inégalement répartie. Le problème important est celui de la circulation et de la répartition de la production sur le territoire national. Dans ce contexte, les achats locaux dans les zones excédentaires où les prix aux producteurs sont les plus faibles pourraient être envisagés. Ce qui produira un double effet de stimulation de la production locale mais également d'amélioration de la disponibilité dans les zones à déficit céréalier. Il faut également noter que même à l'intérieur des zones chroniquement vulnérables il existe des enclaves de zones de forte production céréalière notamment le riz et le maïs. Ces achats locaux devraient être normalement actuellement engagés.

2. *Améliorer les capacités de réaction face aux attaques des chenilles et autres déprédateurs dans la zone sédimentaire du sud du pays*

Lors du passage de la mission, les chenilles et d'autres déprédateurs constituaient une réelle menace sur les cultures de patate douce dans la zone sédimentaire du sud du pays, ce qui nécessitait des actions urgentes. Malheureusement les services locaux du ministère de développement agricole ne disposaient pas des moyens pour y faire face. Ces services doivent être dotés et outillés pour accomplir correctement leur mission.

3. *Se préparer pour la période de soudure et la campagne agricole prochaine*

Au vu de la situation alimentaire et nutritionnelle actuelle et du déroulement de la campagne de contre saison, la mission craint une détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle pendant la période de soudure. Ces craintes semblent être partagées aussi par le Système d'Alertes Précoces qui prévoit 44 communes en difficulté alimentaire pour la période de soudure contre 31 actuellement. De ce fait le gouvernement et les partenaires pourraient envisager des possibilités d'interventions ciblées en vue de soulager les populations vulnérables pendant cette période. Au besoin une enquête ménage rapide pourrait être envisagée pour confirmer et compléter le diagnostic du SAP et raffiner le ciblage.

En outre, après plusieurs années consécutives de sécheresse et de mauvaise récolte, il y a un déficit de semences au niveau de la plupart des ménages de la zone affectée du sud et l'accès aux semences constitue un réel problème. Dans ce contexte les programmes d'intrants doivent également être initiés ou renforcés dans la mesure où plusieurs intervenants œuvrent déjà dans ce sens. Ceci permettra aux ménages affectés d'entamer dès septembre 2009 la nouvelle campagne agricole dans de meilleures conditions.

4. *Suivre la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays, le sud notamment*

Les interventions ciblées sur les populations vulnérables par le système des nations unies en l'occurrence le PAM, l'UNICEF et la FAO, le Gouvernement, les ONGs et d'autres partenaires ont été opportunes et ont contribué à stabiliser et améliorer la situation alimentaire et nutritionnelle dans le sud du pays. D'une manière générale, bien que les problèmes d'insécurité alimentaires soient plus visibles et plus accentués durant les périodes de sécheresse, les programmes de soutien aux populations les plus vulnérables sont

nécessaires même pour les années de bonne récolte afin de répondre aux besoins des ménages affectés par une insécurité alimentaire chronique. Par ailleurs, la précarité de la situation alimentaire et nutritionnelle dans le sud exige que le système de suivi actuel soit renforcé. Le système d'alertes précoces fournit des informations précieuses sur les zones vulnérables et constitue la première base sur laquelle se fondent les interventions même si un travail supplémentaire de raffinement et de ciblage est toujours nécessaire. Cependant la capacité analytique des agents du SAP doit être renforcée et la possibilité d'intégrer d'autres indicateurs supplémentaires et complémentaires pourrait être discutée et envisagée. En particulier, il est important de bâtir un partenariat important entre les acteurs intervenant dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans la région.

D'une manière générale le pays a besoin d'un système efficace d'information et d'alerte rapide sur la situation alimentaire.

5. La mise en place d'un filet social de sécurité

Plus généralement, la mise en place des filets sociaux de sécurité est nécessaire pour la protection des pauvres et des groupes vulnérables contre les chocs économiques et climatiques dans le contexte Malgache. La Banque Mondiale définit les filets sociaux de sécurité comme des programmes de transferts non contributifs ciblés aux pauvres ou aux individus vulnérables à la pauvreté et aux chocs. Ces programmes ont à la fois l'objectif de fournir de l'assistance aux ménages pauvres en contribuant ainsi à réduire leur vulnérabilité face aux chocs¹². Les filets sociaux contribuent non seulement à sauver des vies mais aussi à consolider les moyens d'existence et promouvoir le développement à plus long terme. Les transferts monétaires ou non monétaires conditionnels ou pas peuvent jouer un rôle important dans la lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire. Ces programmes peuvent être également utilisés pour améliorer la productivité du secteur agricole en fournissant aux petits agriculteurs pauvres des programmes conditionnels de transfert monétaire contre des formations aux techniques modernes de production. En milieu urbain des formes de transferts monétaires comme le cash ou les vouchers peuvent être étudiés et envisagés au profit des ménages les plus pauvres. Les cantines scolaires jouent également un rôle important dans les programmes de filets sociaux en favorisant un meilleur accès à l'éducation en particulier des filles et dans les régions les plus pauvres du pays.

¹² Voir Grosh et al. (2008) pour une description complète de filets sociaux de sécurité.